



CHOISY-le-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 24 septembre 2025

Le vingt-quatre septembre deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures treize, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 17 septembre 2025, s'est réuni Salle du Conseil municipal — Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, BANCE Stéphane, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, Hamida BOUGUEROUA, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

M. ID ELOUALI Ali	mandat à Mme HACHE Bénédicte
M. THIAM Moustapha	mandat à M. SAYADI Walid
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. POUDY Franklin	mandat à M. PANETTA Tonino
M. CHIRRANE El Arbi	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHALBI Yacin
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme Hamida BOUGUEROUA
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle

Étaient absents :

Mme DOS REIS Sabrina
ESSONE MENGE Terence, (jusqu'à la délibération 25.082)
BENKAHLA Malika (jusqu'à la délibération 25.082)

Secrétaire de séance : Damien DESROCHES

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du 25 juin 2025.	4
RESSOURCES HUMAINES	4
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal	4
→ Groupement de commandes : formations prévention des risques professionnels	5
FINANCES.....	6
→ Soutien financier de la commune de Choisy-le-Roi à la Régie autonome Théâtre Cinéma Paul ELUARD pour le recrutement d'un technicien	6
MARCHES PUBLICS.....	7
→ Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).....	7
Direction Générale des Services Techniques	8
→ Avis pour création et inscription du GRP de la boucle des ENS au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et Randonnées (PDIPR).....	8
URBANISME	9
→ Lettre d'intention pour la labélisation écoquartier Navigateurs - NPRU	9
→ Acquisition auprès de la SADEV 94 de l'emprise foncière de la Médiathèque Aragon (ZAC du Port).....	10
→ Cession du pavillon sis 103 Avenue de Villeneuve-Saint-Georges	11
→ Cession du pavillon sis 66 Avenue Villeneuve-Saint-Georges.....	11
→ Cession du foncier de la cuisine centrale et de la salle des fêtes des Navigateurs 12 rue Robert PEARY	16
→ Rapport annuel 2024 - SADEV 94	22
Développement Local Citoyenneté (DLC).....	24
→ Répartition de la subvention Municipale aux associations 2025 - 2 ^{ème} affectation.....	24
→ Approbation de la convention relative à la participation financière de l'ARS Ile de France.....	25
ENFANCE.....	26
→ Fixation de tarifs des centres de vacances pour l'année 2026.....	26
CULTURE.....	28
→ Convention de partenariat tripartite entre la commune, l'association "Les Amis d'Alain SPIESS" et des établissements scolaires	28
→ Convention Ateliers culturels et thérapeutiques Hôpital Paul GUIRAUD.....	29

SPORTS	30
→ 1 ^{ère} répartition des subventions Municipales aux associations sportives.....	30
Administration Générale.....	31
→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales	31

La séance est ouverte à 19 h 13 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Bonsoir, chers collègues. Bonsoir, Messieurs-Dames. Nous allons commencer le Conseil municipal. Comme le veut la tradition, vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal pour ce jour.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Monsieur Damien Desroches, qui a déjà fait largement ses preuves à ce poste.

(M. Damien Desroches est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je vais passer sans plus tarder la parole à Monsieur Baranger, notre directeur des services, pour procéder à l'appel nominal.

→ **Appel**

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du 25 juin 2025.**

M. le Maire : Merci Monsieur Baranger. Vous avez reçu avec votre convocation le procès-verbal de la séance du 25 juin dernier. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, nous pouvons l'adopter. Pas de voix contre ? Il est donc adopté Monsieur le Directeur.

(Le procès-verbal du 25 juin 2025 est adopté à l'unanimité.)

M. le Maire : Avant d'aborder l'ordre du jour, nous avons reçu une triste nouvelle, beaucoup d'entre vous sont déjà au courant. Marc Ronfard, agent de la Ville, Choisyen, qui travaillait au Théâtre Cinéma de notre commune depuis 1997 en tant que régisseur lumière, est décédé le 13 septembre dernier à l'âge de 67 ans. Monsieur Ronfard avait fait le choix de ne pas bénéficier des trois mois du maire pour son départ en retraite au mois d'août afin d'être présent sur les initiatives municipales en juin et d'assurer ses fonctions jusqu'au bout. Je voudrais saluer cette détermination pour mener sa mission de service public. Je voudrais que nous fassions une minute de silence en hommage à Monsieur Marc Ronfard.

Une minute de silence est observée

RESSOURCES HUMAINES

→ **Modification du tableau des effectifs du personnel communal**

M. le Maire : Nous aurons des vœux à examiner après l'ordre du jour, qui peut aller assez vite, c'est un petit ordre du jour, je ne pense pas que cela soit très long. Je vais sans plus tarder donner la parole à Monsieur Coelho pour une modification du tableau des effectifs du personnel communal, ce qui est maintenant un exercice habituel et technique.

M. Coelho : Bonsoir, Monsieur le Maire. Chers collègues. Choisyennes, Choisyens. Comme vous venez de le dire, Monsieur le Maire, c'est tout à fait une délibération que nous présentons assez souvent. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la Ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une

mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements du personnel et des recrutements réalisés et en ouvrir l'accès à des agents contractuels.

Chers collègues, il nous est demandé de délibérer à ce sujet.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°25.078

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.078 est adoptée à l'unanimité.

→ **Groupement de commandes : formations prévention des risques professionnels**

M. le Maire : Bien. Vous avez toujours la parole, Monsieur Vasco Coelho, pour un groupement de commandes.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Conformément à l'article L2113-6 et suivant le Code des commandes publiques, des regroupements de commandes peuvent être constitués entre les acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés. La constitution d'un groupement présente des intérêts qui dépassent le seul aspect financier. Si la formule du groupement permet d'obtenir des prix attractifs liés à la mutualisation des besoins, elle permet également de gagner du temps lors de la gestion des dossiers grâce à la mutualisation des ressources et des compétences.

L'établissement public, l'EPT Grand Orly Seine Bièvre et des communes membres souhaitent constituer un groupement de commandes en vue de passer un marché public de formations dans le domaine de la prévention des risques professionnels. L'EPT Grand Orly Seine Bièvre est désigné coordinateur du groupement et ses missions sont détaillées dans la convention constitutive. Le marché lancé sous la forme d'un accord-cadre démarrera à la notification pour une durée d'un an, il pourra ensuite être reconduit tacitement trois fois pour la même durée. La commission d'appel d'offres compétente est celle des coordinateurs de groupe, les frais de gestion inhérents à la procédure engagée par le coordinateur ne seront pas répercutés sur les autres membres du groupement.

Chers collègues, il nous est proposé d'approuver la convention constitutive d'un groupement de commandes de marchés publics relatifs aux prestations de formations liées à la prévention des risques professionnels.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°25.079

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.079 est adoptée à l'unanimité.

FINANCES

→ Soutien financier de la commune de Choisy-le-Roi à la Régie autonome Théâtre Cinéma Paul ELUARD pour le recrutement d'un technicien

M. le Maire : Monsieur Coelho, vous avez toujours la parole concernant le soutien de la commune à la régie autonome du Théâtre Cinéma Paul Éluard.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. La commune de Choisy-le-Roi met à disposition de la Régie autonome Paul Éluard par convention depuis de nombreuses années deux agents à temps complet pour le bon fonctionnement du théâtre. L'un d'entre eux, on a fait une minute de silence, paix à son âme. Il a été acté entre les deux parties que la Régie deviendrait l'employeur du prochain, mettant ainsi fin à la mise à disposition d'un agent communal sur le poste de technicien polyvalent des spectacles spécialisé lumière. Pour autant, la commune a décidé de soutenir financièrement la Régie à hauteur de 10 000 euros pour son recrutement pour la période de septembre à décembre 2025.

Chers collègues, il nous est demandé d'approuver ce soutien financier.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il des observations ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°25.080

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.080 est adoptée à l'unanimité.

MARCHÉS PUBLICS

→ Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre Communal d'Action Sociale

M. le Maire : Je vais maintenant donner la parole à Madame Francisot concernant là aussi des marchés publics.

Mme Francisot : Monsieur le Maire, chers collègues, chers Choisyens. Simplement une décision comme on a l'habitude de les voir, c'est un groupement de commandes pour la passation d'un marché public portant sur les prestations de dératisation, de désourisage et désinsectisation sur le territoire de la commune.

M. le Maire : Merci. Des interventions ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°25.081

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.081 est adoptée à l'unanimité.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES

→ Avis pour création et inscription du GRP de la boucle des ENS au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et Randonnées (PDIPR)

M. le Maire : Je vais donner la parole à Monsieur Christian Bolle, pour nous parler d'un accord avec le Plan Départemental concernant les promenades.

M. Bolle-Dalliah : Merci, Monsieur le Maire. Bonjour chers collègues, Choisyens, Choisyennes. Ce soir, je vous présente une délibération puisque nous avons été sollicités par le Conseil départemental du Val-de-Marne pour une modification et un élargissement du Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et Randonnées (PDIPR). On est sollicité ce soir pour se prononcer.

Il faut savoir que c'est un Plan Départemental qui regroupe 118 km, il est proposé de l'étendre et de l'étendre notamment sur le territoire de la commune avec deux tronçons particuliers : un d'une longueur de 2,4 km et l'autre de 1,8 km. Vous trouverez, mes chers collègues élus, un plan détaillé dans les documents qui vous ont été remis qui l'explique. Grosso modo, ce sont deux axes est-ouest, on va dire, commune de Thiais jusqu'à commune de Créteil, et un axe nord-sud notamment qui va faire une boucle entourant le Parc Interdépartemental des Sports. L'objectif est de mettre en avant le patrimoine naturel et sensible du département.

On vous sollicite pour émettre un avis favorable.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des interventions ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°25.082

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.082 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ Lettre d'intention pour la labélisation écoquartier Navigateurs — NPRU

M. le Maire : Nous abordons maintenant l'urbanisme avec une proposition, une lettre d'intention pour labéliser le plan NPRU des Navigateurs en écoquartier. C'est extrêmement important pour le territoire, pour nous-mêmes, et pour rassurer les habitants. D'ailleurs, notre Ville et le Territoire Grand Orly Seine Bièvre réaffirmons notre engagement en faveur d'un aménagement durable en lien étroit bien sûr avec les partenaires de la Ville de Choisy-le-Roi et le bailleur social, notamment, Valophis Habitat.

Dans cette perspective, il convient de rappeler qu'une charte écoquartier avait été signée en 2017 entre nous trois, témoignant de la volonté commune d'inscrire le projet dans une démarche de développement durable et d'innovation urbaine. Cet engagement initial vise à faire du quartier des Navigateurs un territoire exemplaire conciliant qualité urbaine, performance environnementale, inclusion sociale, et participation des habitants. Nous pouvons rappeler à travers cette charte le projet de renouvellement urbain, nous pouvons rappeler quelques objectifs : mobilité et accessibilité, efficacité énergétique et énergie renouvelable, gestion durable des ressources et économie circulaire, notamment mettre en place des dispositifs de gestion intelligente des déchets, favoriser le recyclage et la réutilisation des matériaux, et surtout assurer une gestion rationnelle de l'eau, collecte des eaux pluviales, système de réutilisation, biodiversité et espaces verts, cohésion sociale et gouvernance participative.

Le label écoquartier lancé en décembre 2012 puis réformé en 2023 vise à encourager la réalisation par les collectivités territoriales d'opérations exemplaires d'aménagement durable des territoires, et plus particulièrement des opérations d'écoquartiers dans les territoires qui ont des programmes significatifs de développement de l'habitat, ce qui est le cas aux Navigateurs.

Y a-t-il des interventions ? Monsieur Hassan AOUMMIS.

M. AOUMMIS : Bonsoir, Monsieur le Maire, bonsoir tout le monde. Je n'ai pas de problèmes avec les aspects vertueux de ce programme écoquartier, bien évidemment je vais voter pour. Néanmoins, j'ai une question concernant une subvention de la Région qui nous a été octroyée de l'ordre de deux millions d'euros, me semble-t-il, et la Ville avait dépassé la date limite pour la programmation pour laquelle nous avons eu la subvention. Ici même, il y a quelque temps, si ma mémoire est bonne, vous nous avez demandé de formuler une demande, une nouvelle demande à Madame Péresse à la Région pour essayer de voir si l'on allait rattraper ces subventions. Qu'en est-il de cette demande, Monsieur le Maire ?

M. le Maire : Effectivement, ce n'était pas deux millions, mais quatre millions, et cela concernait le centre socioculturel. Pour rappel, le cahier des charges qui avait prévalu à la réalisation de ce centre socioculturel était un peu démesuré, et les agents s'en inquiétaient.

Néanmoins, pour ne pas retarder le projet, nous avons mené au bout ces premières consultations, et là nous sommes un peu tombés de notre chaise puisque pour un budget prévu à douze millions d'euros, le centre socioculturel, les propositions que nous avons reçues dépassaient vingt millions d'euros. Ce n'était pas du tout soutenable, nous n'avons pu donner suite à ces premières présentations, donc nous avons remis cela sur le billot, on a repris nos consultations en modifiant le cahier des charges, mais qui allait plus dans le souhait demandé et par les agents et par les habitants, c'est-à-dire que nous avons rendu ce projet beaucoup plus familial, beaucoup plus accessible aux habitants qui pourront mieux se

l'approprier, et nous avons procédé comme il se fait de par la loi, consultation, concours d'architecte, etc., ce qui a effectivement amené un retard d'un an.

Pour autant, nous avons sollicité la Région pour proroger cette aide, ce qui a été accepté. Nous conservons donc cette aide, d'ailleurs le permis de construire va être déposé, les travaux commenceront... le permis est déposé en juillet, il est à l'étude, les travaux démarreront courant 2026 et nous espérons une livraison en 2028. Bien nous en a pris puisque le projet est magnifique, il est vraiment très proche des habitants, les agents sont rassurés parce que c'est quand même eux qui auront été aux manettes, et devant le gigantisme de la première proposition ils sont plutôt rassurés quant à la gestion de ce centre. Donc, la subvention est préservée.

D'autres interventions ? Non. Je mets au vote. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°25.083

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.083 est adoptée à l'unanimité.

→ Acquisition auprès de la SADEV 94 de l'emprise foncière de la Médiathèque Aragon (ZAC du Port)

M. le Maire : Toujours dans l'urbanisme. Là, une acquisition auprès de la SADEV de l'emprise foncière de la Médiathèque Aragon. C'est une vieille histoire, cela avait été dans les écrits à l'initiative de la construction de la médiathèque où il y a une emprise au sol, la SADEV étant propriétaire, bien sûr, mais dans le cahier des charges, cela aurait même dû être fait plus tôt, nous devons racheter, c'est une obligation, nous devons racheter cette emprise à la SADEV.

Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

Vote de la délibération n°25.084

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.084 est adoptée à l'unanimité.

→ **Cession du pavillon sis 103 Avenue de Villeneuve-Saint-Georges**

→ **Cession du pavillon sis 66 Avenue Villeneuve-Saint-Georges**

M. le Maire : Maintenant, nous avons toute une série de ventes. Vous savez qu'il y a quelque temps le SAF 94, installé en face de la commune, avait procédé il y a plus de dix ans à la préemption de petits terrains, de pavillons, etc., pour le compte de la commune.

Malheureusement pendant dix ans, qui est la date limite pour porter les acquisitions, la commune n'a pas réalisé, en fait n'a rien réalisé du tout sur ces terrains, et au terme des dix ans nous sommes obligés, nous sommes obligés, de racheter ce que l'organisme avait porté. Nous avons obtenu un petit rallongement de deux ans, mais cela faisait douze ans, il était impossible d'aller au-delà et si nous ne rachetions pas ces équipements c'était 300 000 euros d'intérêts par an qui nous auraient été facturés, ce qui était insoutenable, donc nous les avons rachetés.

Cela nous a coûté 1,2 ou 1,3 million, nous vous en avons fait part au Conseil, et il était capital pour nos finances de récupérer cet argent puisque nous n'avions vraiment que faire, là un petit bout de terrain, là une maison, un appartement, donc nous avons fait évaluer par les domaines et nous avons confié la vente de ces biens à une société qui travaille pour toutes les collectivités, sinon cela nous aurait obligé à passer d'innombrables marchés.

Nous avons passé une convention, c'est une société dédiée pour cela, et nous avons pu vendre la cession du pavillon qui est au 103 avenue de Villeneuve-Saint-Georges au prix du domaine d'ailleurs, cession du pavillon 66 avenue de Villeneuve-Saint-Georges. Il y avait un troisième bien qui n'a pas trouvé preneur, c'est un pavillon qui est aussi avenue de Villeneuve-Saint-Georges, estimé par les domaines à près de 500 000 euros. La meilleure offre reçue était de 350 000 euros, bien en deçà de la valeur, ce qui nous est interdit. On peut revendre 10 % en dessous, voire au-dessus, mais pas plus de 10 % en dessous de la valeur du domaine. Donc, nous l'avons retiré de la vente, et nous allons bien sûr le remettre en vente parce que ce pavillon, si cela peut intéresser nous en ferons la publicité aux agents, à tout le monde, vaut ce qui est demandé, c'est un très grand pavillon, il est occupé actuellement, cela rapporte donc un petit loyer à Ville, et c'est un bail précaire donc le locataire sait qu'il devra quitter le pavillon dès qu'il sera vendu.

Je vous propose d'acter la cession du pavillon au 103 avenue de Villeneuve-Saint-Georges. Est-ce qu'il y a des interventions là-dessus ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, pour revenir sur ce dossier et essayer de donner quelques précisions. Vous avez fait le choix de ne pas porter de projets sur ces parcelles, c'est un choix politique que vous avez opéré, vous en avez strictement le droit, vous êtes le maire de cette ville, mais vous ne pouvez pas dire que la Ville n'en avait rien à faire. La majorité précédente, lorsqu'elle a demandé au SAF de porter l'achat de ces biens, avait un projet d'installation de logements mixtes dans le quartier des Gondoles Sud. C'était cela, le projet. Après, vous faites un autre choix, très bien, mais donnons tous les éléments.

Effectivement, la Ville a dû racheter ces biens, et là encore vous auriez pu décider de piloter d'autres choses sur ces parcelles et vous avez fait le choix de les mettre en vente. Aujourd'hui, nous constatons, en tout cas pour le 103 avenue de Villeneuve-Saint-Georges, vous l'avez mis en vente, c'est vrai, sur le site Agorastore, Agorastore qui est spécialiste de la vente par courtage d'enchères en ligne des biens publics et donc ces biens vont être vendus à des particuliers. Vous dites qu'ils ont été cédés au prix des domaines. J'ai lu avec attention les documents, il se trouve que le prix des domaines pour le 103 avenue de Villeneuve-Saint-Georges était 181 300 euros et que le net vendeur sur ce bien est de 140 794 euros, il y a donc, vous m'excuserez, un delta de 40 000 euros entre le prix des domaines et le prix de vente que vous avez acté, donc ne dites pas que vous l'avez vendu au prix des domaines puisque le document lui-même nous dit l'inverse. Voilà 40 000 euros de perdus pour la commune dans cette opération même au regard du prix des domaines, et l'on pourrait remonter au prix du rachat, on pourrait remonter au fait aussi tout simplement que vous n'avez pas de vision de l'aménagement de Choisy-le-Roi et particulièrement, et c'est quelque chose que se dit dans ce quartier-là, et particulièrement sur les Gondoles Sud qui est aujourd'hui un des quartiers un peu laissés à l'abandon par votre majorité.

Pour ne pas faire une deuxième intervention, Monsieur le Maire, je vais tout de suite parler du 66 avenue de Villeneuve-Saint-Georges qui est celui d'après, où les domaines l'ont estimé à 211 000 euros et où le prix net vendeur, donc ce qui reviendra à la Ville, est de 169 675 euros. Là encore, un delta de 40 000 euros.

Voilà donc une bien mauvaise affaire, une bien mauvaise affaire qui ampute de 80 000 euros les finances de la commune. Vous nous excuserez, mais pour notre part, nous ne pouvons pas valider une telle perte et une telle démarche, d'autant que pour nous, il s'agissait de mener une politique sur ces deux biens dans l'intérêt de la population. Donc, nous voterons contre ces deux délibérations dans l'intérêt des finances de notre commune.

M. le Maire : Cher Monsieur Guillaud-Bataille, comment vous le dire avec le plus d'amabilité possible. Je vous reconnais bien là, comment dire, vous vous trompez, tout simplement. C'est quand même fort de café. Nous n'avons trouvé aucune trace, ce qui est une obligation lors d'un portage, il n'y a aucune trace dans aucune archive de la Ville d'une volonté de faire quoi que ce soit. Donc on peut s'interroger sur le pourquoi du portage du SAF qui a quelques petits procès sur des affaires de ce genre. Il est fort de café de ne rien avoir fait pendant dix ans et de nous reprocher à nous qui n'avons pu exercer pleinement la gestion de la Ville au bout de deux ans, avec le COVID et les services à reconstruire, de ne pas avoir fait des choses.

Si, Monsieur Guillaud-Bataille, nous avons fait des choses, nous avons contacté Valophis pour essayer de le faire, vous voyez des logements sociaux, vous pourrez le vérifier. Techniquement, il n'y avait aucune possibilité de faire que ce soit en privatif ou en locatif des logements par rapport au PLU, les parcelles étaient trop petites. Voilà pourquoi nous nous sommes rendus à la seule décision qu'il nous restait, qui était de vendre ces biens. La seule

possibilité pour pouvoir ériger quelque chose, c'est ce qui se fait en général lorsqu'on préempte, on préempte plusieurs parcelles côte à côte pour pouvoir avoir la possibilité de construire en respectant le PLU. Construire le moindre appartement était impossible techniquement, vous pouvez le vérifier auprès du service urbanisme, auprès de Valophis que nous avons sollicité.

Parlons du prix maintenant. Vous parlez du prix net, le prix qui a été vendu n'est pas celui que vous disiez, c'est 156 000 euros pour le premier, donc pleinement dans ce cas estimé à 10 % près, c'est la loi, les domaines, Agorastore prend une commission qui se déduit comme si nous étions passés par un agent immobilier qui prend entre 8 et 10 %, donc c'est le net qui reste à la Ville, il n'y a rien de surprenant.

Pour le deuxième, le prix de vente n'est pas celui que vous annoncez, c'est 188 000 euros, et là aussi il y a la commission du prestataire. Si vous-même avez un appartement ou un pavillon et que vous le vendez par l'intermédiaire d'une agence immobilière, ils prendront une commission. L'explication est toute simple, il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans et nous avons pris la décision la plus juste pour préserver les finances de la Ville et les finances de l'argent public des Choisyennes et des Choisyens.

Nous aurions souhaité, effectivement, pouvoir construire là-dessus, nous sommes conscients de ce quartier, il n'y a pas que là, il y a encore des endroits préemptés, le plus visible est ce que possède Valophis qui souhaiterait s'en défaire puisqu'au bout de 10, 12 ans, ils n'arrivent pas à construire en respectant le PLU. Là aussi, on peut s'interroger, j'ai la réponse que m'a donné Valophis, je ne la donnerai pas ici parce que cela va provoquer... mais c'est une réponse et une raison pas très reluisante. Donc, que faire ? Nous sommes bien conscients que l'avenue de Villeneuve-Saint-Georges ne peut rester ainsi, mais nous sommes obligés de respecter le PLU et nous sommes obligés de trouver... La Ville, ce n'est pas elle qui construit, c'est soit un bailleur social, soit un promoteur, il n'y a pas un promoteur et moins encore Valophis, je ne dirais pas qu'ils ne s'y intéressent pas, mais qui a trouvé la solution pour pouvoir construire. Faudra-t-il à ce moment-là, notamment le quartier où il y a un petit immeuble, peut-être qu'il va simplement falloir se résoudre, il faudrait que Valophis le cède ou le fasse lui-même puisqu'il leur appartient, de tout simplement le rénover, c'est ce que je vais leur demander.

Voilà les explications qui sont toutes simples et vérifiables. Monsieur Hassan Aoummis.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, ma question est une question qui ne traite pas le fond du problème que mon collègue a relevé, à savoir la dynamique sur l'avenue Villeneuve-Saint-Georges. Ma question a trait plutôt à des ventes à géométrie variable. Je m'explique. Dans ce quartier, un certain nombre de biens qui ont été préemptés depuis fort longtemps, d'ailleurs cela pose un point d'interrogation, sachant qu'il n'y a pas vraiment de projet probant là-dessus, vous avez vendu deux pavillons à deux citoyens Choisyens, semble-t-il, grand bien leur face. Cela étant dit, il y a des citoyens dont un particulièrement qui a acheté un pavillon qui se trouve en situation délicate par rapport à ce pavillon, en l'occurrence c'est une enseignante qui vous a sollicité pour essayer de trouver des solutions concernant un lieu qui était dédié à son logement familial, c'est une femme avec enfants et vous vous êtes engagé à solutionner le problème en 2020. Or, le constat est qu'en 2025, cette situation n'a pas été résolue. Je vous pose la question, Monsieur le Maire, par rapport à des cas particuliers sur ce quartier, qu'en est-il par rapport à cette personne que je ne nomme pas, mais que vous avez certainement identifiée ?

M. le Maire : Non, Monsieur Aoummis, je ne l'identifie pas. Je sais que nous avons vendu un pavillon et nous y sommes obligés où il y avait un locataire et il est prioritaire sur d'autres acheteurs éventuels, mais pas en 2020, donc je ne vois pas et je ne comprends pas bien

quel est le problème. Cette personne aurait acheté en 2020 un bien qui appartenait, qui était au SAF, que nous aurions repris ? En 2020, on n'a rien racheté au SAF. En 2020, nous arrivions, nous n'avons pas porté quoi que ce soit, on n'a jamais rien porté avec le SAF et nous n'avons rien vendu en 2020. Je veux bien rencontrer cette personne, qu'elle m'explique son problème, mais je ne vois pas, la commune tout du moins lorsque nous sommes arrivés aux responsabilités, ce que l'on peut nous reprocher, mais je veux bien essayer de comprendre le dossier, parce que là je ne le comprends pas bien. Mais je suis prêt à recevoir cette personne.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, il n'est pas dans mes habitudes de divulguer le nom des personnes au sein du Conseil municipal. Par contre, je vous ferai parvenir tous les éléments pour traiter la situation qui est devenue vraiment urgente.

M. le Maire : Bien sûr, il n'y a pas de problème. Quel est le problème de fond de la personne ? Qu'est-ce qu'elle rencontre comme problème ?

M. Aoummis : Le problème est qu'aucune autorisation n'a été donnée pour construire le lieu, le pavillon qui a été acheté, et vous vous êtes engagé à solutionner le problème en 2020. Or, jusqu'à aujourd'hui, la personne se retrouve en difficulté par rapport à son pavillon.

M. le Maire : Ce que je comprends, c'est quelqu'un qui aurait acheté un pavillon et qui veut donc l'agrandir. Parce que vous dites le construire, c'est un terrain nu alors ?

Mme Despres : C'est une personne qui n'a pas eu le permis de construire.

M. le Maire : Oui, mais alors là...

Mme Despres : Elle a acheté le pavillon et la précédente personne a construit le pavillon sans permis de construire.

M. le Maire : D'accord. Elle a acheté un pavillon et la précédente personne, bien avant 2020, a pu construire un pavillon sans permis. C'est comme cela que je comprends les choses. Et le notaire, qu'a-t-il fait dans cette histoire ?

M. Aoummis : Monsieur le Maire, on ne va pas s'éterniser là-dessus. Je vous ferai parvenir les éléments concernant cette situation.

M. le Maire : Je comprends mieux. C'est-à-dire qu'avant 2020, il y a une personne qui a construit un pavillon sans permis. Actuellement, c'est impossible à faire, je peux vous le garantir. Donc, cette personne est embêtée. Vous m'apporterez le dossier, je suis prêt à recevoir, mais je ne vois pas ce que nous, nous aurions pu promettre, parce que si cela a été construit sans permis, elle s'expose effectivement à une démolition, mais je ne me sens absolument pas responsable. Un, je ne la connais pas. Je vais la recevoir, nous traiterons cette personne avec humanisme, mais comme vous le dites vous-même cela s'est passé avant 2020. Il me semble que quand on passe devant chez le notaire, le notaire demande l'origine... Si, je suis déjà passé chez un notaire, le notaire demande l'origine des propriétés et si c'est une construction il demande le permis, ce sont des pièces obligatoires pour acter la vente. Cela dit, je recevrai cette personne, elle me présentera son dossier et on y verra plus clair, je pourrais d'ailleurs présenter les résultats à un prochain Conseil, il n'y a pas de problème.

Madame Gaulier.

Mme Gaulier : Bonsoir, je vais faire assez vite. J'habite le quartier des Gondoles Sud, j'ai suivi les différents projets, même avant 2020, je peux vous confirmer qu'avant 2020 les

projets, à part le projet spécifique Valophis, ce n'était pas clair. On se rendait bien compte dans le quartier qu'il y avait des préemptions, mais on ne comprenait pas pourquoi, si ce n'est que l'on avait le sentiment que l'ancienne mandature voulait détruire des pavillons et cela c'est quelque chose qui a beaucoup marqué le quartier. Je pense que les gens ont de la mémoire et s'en souviendront, parce que c'est un quartier pavillonnaire et l'on tient à le garder.

M. le Maire : En tout état de cause, je vais recevoir cette personne et l'on va aborder son souci. Si la commune peut faire quelque chose dans la légalité, on ne peut pas se mettre hors-la-loi, nous le ferons, on est là pour aider les gens. Si techniquement il est impossible d'aider cette personne, de toute façon sans dire le nom de la personne nous exposerons les résultats de cette entrevue, de ce qu'il en est, de ce qu'il est possible ou pas possible de faire. Nous verrons tout cela.

Maintenant, effectivement, on peut s'interroger sur de nombreuses, il y en a eu beaucoup au SAF et ailleurs, préemptions où je vous invite, vous verrez, vous pourrez rechercher, vous pourrez demander au service des archives, il n'y avait aucun projet, mais on ne va pas polémiquer là-dessus, nous allons avancer.

Encore une intervention ? On peut passer au vote ? Comme il s'agit de la même chose pour les deux, on vote pour les deux pavillons, ou un par un ? OK. Pour le 103 avenue de Villeneuve-Saint-Georges, est-ce qu'il y a des votes contre ? Cinq votes contre. Abstentions ? Deux abstentions. Le reste... c'est donc voté.

Vote de la délibération n°25.085

Ont voté pour : 35

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 5 (BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 2 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan)

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.085 est adoptée.

M. le Maire : Pour le 66 avenue de Villeneuve-Saint-Georges, y a-t-il des votes contre ? Pareil. Abstentions ? Très bien, merci à vous.

Vote de la délibération n°25.086

Ont voté pour : 35

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique,

HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 5 (BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 2 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan)

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.086 est adoptée.

→ Cession du foncier de la cuisine centrale et de la salle des fêtes des Navigateurs 12 rue Robert PEARY

M. le Maire : Nous abordons maintenant la cession du foncier de la cuisine centrale et de la salle des fêtes des Navigateurs rue Robert Peary. La cuisine centrale, nous avons envisagé de la rénover, ce qui est impossible. Depuis les travaux des tramways, cette cuisine centrale ne pouvait plus du tout fonctionner à cause d'un refoulement des eaux. On nous a dit qu'il fallait se réattaquer à la voirie, voire sur les rails, tout creuser... ce qu'il y avait à faire était colossal, ce n'était pas possible.

De toute façon, nous avons acté de construire une cuisine centrale neuve sur l'ancien terrain Renault, puisque Renault a rétrocédé à la Ville gratuitement ce terrain. Une cuisine centrale, l'évaluation est de 800 000 d'euros. Il n'y a pas de subvention pour une cuisine centrale, nous devons trouver cet argent. Il nous a paru logique, toutes les communes cherchant de l'argent, nous avons fait un appel à projets sur ce quartier, lors d'une réunion de quartier, je l'ai expliqué aux habitants, je l'ai notamment expliqué à la représentante des habitants, de l'amicale, on peut dire le nom puisqu'elle est à la tête de l'association, Madame Richet en lui expliquant : il y aura des logements et il y aura une salle des fêtes neuve avec une cuisine moderne neuve qui était réclamée par les différentes associations du quartier, et elle a trouvé cela très bien. Surtout, cette vente va rapporter 5,7 millions, dix personnes ont répondu, nous avons fait cela dans les règles, bien sûr, c'était un appel à projets et nous avons retenu deux promoteurs qui sont associés et qui offrent à la Ville, qui nous rapportent donc 5,7 millions, ce qui n'est pas rien et ce qui fait que nous sommes proches de ce qui est nécessaire pour construire la cuisine centrale.

Y a-t-il des interventions ? Monsieur Hassan Aoummis et Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, franchement, je tiens à ce que ce Conseil se passe dans de bonnes conditions, je vais essayer d'être le plus factuel possible. Je vais m'exprimer davantage sur la salle des fêtes des Navigateurs, pour dire que je ne comprends absolument pas votre logique concernant la vente de cet espace.

Vous savez très bien que c'est un espace qui est utilisé énormément par les associations, c'est un espace de convivialité, de vie associative, de citoyenneté, de tout ce que vous voulez, un élément fondamental dans la vie d'une commune. Ce n'est pas que je sois particulièrement opposé à la vente en elle-même si le projet qui sera présenté par la suite est un projet qui est à la hauteur des ambitions des Choisyens. Ce souci n'est pas le mien. Par contre, comment expliquer que vous allez vendre un équipement public qui est d'utilité publique et qui permet à nos associations et nos citoyens, notamment les gens du quartier,

du quartier des Navigateurs, on attend le fameux centre social qui est à venir, sans qu'il y ait aujourd'hui un équipement alternatif. On ne l'a pas. Comment, dans votre logique, vous pouvez expliquer cette démarche qui consiste à mettre la charrue avant les bœufs ? C'est la question que je vous pose, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, parfois il faut faire preuve de moins de pudeur dans les explications qui sont données sur les projets qui sont les vôtres et qui sont légitimes, en tout cas qui sont les vôtres. Après, le débat politique et citoyen décide si l'on partage ou pas les projets qui sont les vôtres.

La réalité est que vous allez vendre l'ancienne cuisine centrale et la salle des fêtes des Navigateurs pour 5,7 millions aux opérateurs Vinci et Human qui prévoient d'y construire 89 logements en accession libre, comprenez privés, 750 m² de commerce et 93 places de stationnement. Il n'y a donc pas la trace d'une salle des fêtes avec une cuisine dans ce projet et dans cette vente, même s'il est vrai, et je vais citer le rapport, il est écrit noir sur blanc que la population pourra conserver les services présents sur site en attendant la future relocalisation dans de nouveaux bâtiments neufs et optimisés avec, notamment, la construction d'une nouvelle salle des fêtes au sein de la ZAC des Navigateurs afin de pérenniser le pôle culturel et associatif du quartier. Ce projet-là était dans la rénovation des Navigateurs, une nouvelle salle dans les Navigateurs. Il n'y a pas du plus, il y a la vente de ce qui existe.

En plus, encore une fois, vous sabrez le patrimoine de la ville, et là nous rentrons dans un débat qui est un débat fondamental. Aujourd'hui, lorsque l'on dirige une ville en banlieue parisienne, particulièrement quand on est comme nous dans la zone qui est après l'A 86, mais pas encore suffisamment loin pour être considérée comme étant de Grande Couronne, c'est que le foncier dans nos villes vaut de l'or, il ne vaut pas de l'or uniquement en termes monétaires, encore qu'à 5 millions les 2000 m² cela fait cher le bout de terrain, mais il vaut de l'or parce que nous ne serons pas en capacité d'en racheter, parce que les collectivités locales ne seront plus en capacité d'acheter des terrains pour faire de la politique publique. Il y a un nombre de villes qui se sont saignées aux quatre veines pour garder la maîtrise de leur foncier pour pouvoir avoir la main sur leur territoire, et là, vous, vous faites le choix inverse, le choix de brader, de vendre, sans penser au logement social, sans penser au logement social et donc à répondre aux demandes des milliers de Choisyennes et de Choisyens qui sont en attente d'un logement social.

Si au bout du bout on fait sur votre mandat le compte entre les ventes d'appartement que vous avez autorisé dans un certain nombre de cités HLM et par un certain nombre de bailleurs, ventes, vous allez me dire, aux habitants qui sont contents d'acheter, mais dont il faudrait avoir un bilan réel sur est-ce qu'à chaque fois ce sont bien les habitants réels qui ont acheté ces biens, je n'en suis pas si sûr que cela. Avec le projet que vous nous avez présenté ici même d'Intermarché qui reste bien en dessous des 35 % de logements sociaux qui est la moyenne de notre ville et qui permet à notre ville d'être justement cet espace de mixité, de rencontre, où toutes les populations essayent de trouver un logement à leur pied si vous me permettez l'expression et donc de pouvoir vivre ensemble et d'apprendre à vivre ensemble, en réalité en faisant ce nouveau programme 100 % privé, vous faites baisser la part de logement social dans notre ville de manière mécanique, et donc inévitablement vous avez un projet de ville, vous avez une vision de notre ville, qui est une ville qui en fait est moins mixte demain qu'hier. Mais il est vrai que bien souvent quand on parle de mixité sociale, il s'agit toujours de détruire les logements sociaux pour mettre du logement privé, et rarement d'imaginer que l'on puisse construire du logement social pour désenclaver les quartiers de riches. Choisy n'est pas un quartier de riches, mais justement je crois que sa

population s'enorgueillit d'être une ville où tout le monde peut vivre et où tout le monde a le droit de vivre.

Ce projet, Monsieur le Maire, est symbolique d'un choix que vous faites pour la ville. Je finirai par dire que je trouve les choses très précipitées, très précipitées, car en réalité vous avez lancé l'appel à projets en décembre 2024, en novembre 2024 peut-être, vous avez opéré un déclassement subi en début d'année, déclassement qui était nécessaire pour pouvoir procéder à la vente, c'est de la technique, mais enfin de manière cavalière, et là ce soir vous nous demandez d'approuver la vente de manière ferme et définitive à Vinci qui aura donc les mains libres pour réaliser un projet qui pour le coup, avec seulement des logements privés et du stationnement, je pense, n'a pas été débattu largement dans notre population et ni même dans la population du quartier. C'est pour cela qu'une fois encore nous voterons contre.

M. le Maire : Bien. Merci, Monsieur Guillaud-Bataille. Je vais d'abord répondre à Monsieur Aoummis. Effectivement, Monsieur Hassan Aoummis, il est important de maintenir une activité. Nous avons deux solutions qui seront mises en place. D'abord, vu le projet en lui-même qui est à l'angle d'une rue, la salle des fêtes est à l'angle, il y a une possibilité de construire une première tranche qui comprendra la nouvelle salle des fêtes, une opération à tiroirs si vous voulez, et c'est seulement ensuite que sera détruite, parce que l'ensemble qui vous sera proposé est divisé en deux, c'est seulement ensuite, une fois que cette première tranche sera construite avec la salle des fêtes, que nous démolirons la salle des fêtes.

La deuxième solution, parce qu'il faut des plans A et des plans B, ce serait de mettre à disposition des habitants un Algeco, ce qu'a fait la précédente municipalité dans l'école Langevin Mandela, il y a un Algeco, ce qui a été fait à Jules-Vallès par la précédente municipalité, qui serait provisoire et qui serait d'une superficie identique.

Donc, nous avons deux plans pour que les habitants continuent à avoir, les associations, une continuité de ce qu'elles font jusqu'à maintenant. Cela est bien présent à notre esprit, vous avez raison de le relever, ce sera fait. L'avancée aussi du centre socioculturel, nous pourrions le livrer en 2028, si tout n'est pas tout à fait terminé, pourra aussi rendre ce service aux habitants. Nous avons pris cela en compte et nous l'avons présenté dans les diverses réunions de quartier.

Pour répondre à Monsieur Guillaud-Bataille, vous parlez de brader un bien. L'évaluation des domaines est de 3 895 000 euros, nous l'avons vendu 5,7 millions d'euros. Qu'avons-nous bradé, Monsieur Guillaud-Bataille ? 1,9 million au-dessus du prix du domaine. Vous dites que les villes se battent pour garder leur foncier. Les villes se battent pour apporter des services publics, la cuisine centrale en est un, et il faut bien la reconstruire.

Vous dites que nous abandonnons les logements sociaux. Je vous donne les derniers chiffres que vous pourrez contrôler par la Drihl : nous sommes arrivés en 2023 avec 38 % et des poussières de logements sociaux. La Ville aujourd'hui est à 40 % et quelques. Nous maintiendrons les logements sociaux. Vous dites que nous ne voulons pas de logements sociaux. Le Lugo, le gourbi, où une ancienne conseillère municipale et son mari se battent depuis 20 ans pour en obtenir la rénovation. Cela m'est tombé dessus en 2020 avec une manifestation monstre. Le bailleur, 30 ans qu'il n'avait pas mis un centime là-dedans. J'ai obtenu, les permis sont déposés, qu'une reconstruction complète soit faite, et nous ajoutons alors que c'est déjà du social pour aider le bailleur, parce que tous les bailleurs sont en difficulté, nous ajoutons 30 logements sociaux. Nous ajoutons 30 logements sociaux. Mieux, nous devons reconstituer une offre qui n'avait pas été faite auparavant, nous l'avons prise en main, nous avons fait une reconstitution d'offre de logement complète par rapport à ce qui a été démoli aux Navigateurs, et nous aidons la ville d'Orly qui est aussi dans une rénovation urbaine et qui devait pouvoir reconstituer 16 logements sociaux, nous avons accepté pour

aider la ville d'Orly que ces 16 logements sociaux soient faits également sur les nouveaux logements neufs qui seront faits au Logo. Voilà, Monsieur Guillaud-Bataille, quelle est notre politique.

J'ajoute qu'il y a des habitants qui aspirent encore dans ce pays à devenir propriétaires. Sur Briand Pelloutier nous avons inauguré des habitations où Expansiel, la filiale de Valophis, a tout vendu à 4 500 euros le mètre carré. Sur ces nouveaux logements qui seront donc sur l'avenue de ..., nous avons mis dans les cahiers des charges que les promoteurs ne dépassent pas 4 500 euros le mètre carré, mais attention, la qualité sera infiniment supérieure à ce qui s'est construit, à ce qu'a livré Expansiel. Pour le même prix, ils vont avoir des logements haut de gamme : matériaux de qualité, traversées, végétalisation, plus de 30 % de pleine terre. C'est une chance pour eux. On ne pouvait pas laisser cette dent creuse à l'abandon dans ce quartier qui est rénové et donc le foncier a aussi vocation à embellir la ville et à terminer des programmes. À ce moment-là, à une époque, j'avais félicité l'ancienne majorité et c'était un travail titanesque, je m'en rends compte lorsque nous aussi nous devons faire des ZAC et autres, d'avoir déménagé les cuves Shell du quartier du Port, mais que n'avez-vous fait des parcs et jardins, plutôt que de faire des immeubles. J'avais applaudi à l'époque, et c'est bien de l'accession à la propriété qu'il y a. Il y a un mixte d'accession et de locatif. Nous aurions pu laisser de beaux parcs en bord de Seine, faire ce choix, ou conserver le foncier pour faire autre chose, comme vous le dites, et jusqu'à quand conserver du foncier ? Ad vitam aeternam ? On a des besoins. Nous trouverons le foncier nécessaire pour des équipements publics, nous devons reconstruire la piscine, nous avons le lieu. Nous devons rénover le stade Léo Lagrange, on pourra le faire sur place. Nous avons bien d'autres choses à faire, que vous découvrirez, avec du foncier que nous aurons.

Voilà pour répondre à vos interrogations et vous êtes dans votre rôle, mais encore une fois, non, ce que vous dites n'est pas ce que nous faisons. Nous intégrons le social, nous ne le faisons pas baisser, nous le maintenons, mais nous allons bien sûr on ne se le cache pas privilégier l'accession à la propriété, quelque chose qui vous tient à cœur, surtout Monsieur Hassan Aoummis qui a fait des vidéos là-dessus, qui est le seul moyen d'avoir des commerces qu'attendent désespérément les Choisyennes et les Choisyens. Cela passe par l'urbanisme et le pouvoir d'achat. Notre ville, je suis quand même bien placé pour l'habiter de depuis 65 ans, nous avons près de 26 nationalités différentes et je suis comme un poisson dans l'eau parmi eux et ils me le rendent bien, mais ils attendent aussi, ils me le disent tous les jours, de pouvoir devenir propriétaire, avoir de beaux magasins, je n'ai pas oublié, nous nous battons pour cela, cela ne se fait pas dans un claquement de doigts.

Et voyez-vous, je pense, le patrimoine Choisyen, je ne vois pas ce que la salle des fêtes a d'exceptionnel. Elle a vieilli, la cuisine n'est plus trop utilisable, et nous aurons quelque chose de même dimension, ils ne perdront pas un mètre carré, elle sera plus fonctionnelle, très belle et les habitants de ce quartier le méritent.

Il y a bien d'autres choses, malheureusement, que nous devons démolir dans le centre-ville. Il y a des gens qui communiquent dessus, moi pendant ce temps-là je travaille, et je pense que nous n'échapperons pas à la démolition de la halle du marché du centre. Cela fera une discussion entre nous avec passion, comme le dit Monsieur Hassan Aoummis, j'espère respectueusement, parce que nous nous œuvrons à l'intérêt général et à l'intérêt de notre ville, nous échangerons là-dessus.

Monsieur Hassan Aoummis a redemandé la parole.

M. Aoummis : Merci, Monsieur le Maire, de me redonner la parole. Je ne vais pas commenter ce que vous avez dit par rapport à mes vidéos, c'est autre chose, cela ne fait pas partie des débats du Conseil municipal. Je tiens juste à vous dire que sur tous les projets

que vous avez évoqués, on n'est pas obligé de vous croire sur parole. Aujourd'hui, on ne fait que constater que la nouvelle piscine il n'y a pas, l'école il n'y a pas, le gymnase il n'y a pas, la cuisine municipale il n'y a pas.

Moi, je vais mettre en perspective notre inquiétude, vous pouvez le comprendre, vous raisonnez par soustraction, vous nous parlez de projets à venir que l'on ne voit pas venir, entre-temps vous êtes en train de brader un certain nombre d'équipements de la Ville. Il y a deux ans vous avez pointé de votre doigt le possible... pas le possible, c'est même acté, déplacement et libération du foncier du garage municipal rue Paul Carle sur le PPI, on voit bien que la piscine avenue Villeneuve-Saint-Georges est sur la sellette, et aujourd'hui on parle de la cuisine municipale et de la salle des fêtes des Navigateurs.

Ma question au départ était de vous dire que votre logique était inversée. Il n'y a rien de tout ce que vous dites, il n'y a rien, il n'y a pas de salle, l'alternative Algeco est une alternative juste... je ne sais même pas comment la qualifier. Cela n'existe pas. Mais il y a un fait qui est avéré, c'est que vous êtes en train de vendre un certain nombre de patrimoines communaux, c'est la réalité.

M. le Maire : Monsieur Hassan Aoummis, en 2020 j'ai fait un programme, j'ai tenu toutes mes promesses. Vous pouvez vous agiter, dire ce que vous voulez, j'ai confiance dans les Choisyennes et les Choisyens, les gens savent que je tiens mes promesses. Vous pouvez être en désaccord avec moi, cette promesse sera tenue. Il y a des choses où nous sommes en retard parce que, si vous revenez aux manettes, vous y serez confrontés, on verra alors comment vous faites, pour le commerce voyez-vous nous n'avons pas la main. Je vous l'ai déjà expliqué, j'ai découvert cela naïvement, si nous avons un quinzième barber qui ouvre, ou une ongleserie, ou du poulet, je n'ai pas le droit de l'interdire. Nous travaillons, c'est très long et difficile, à classer un centre-ville. C'est extrêmement difficile, nous travaillons.

La piscine, je ne vous ai pas dit qu'elle serait faite maintenant, il faut bien penser les choses avant de les réaliser. Elle sera construite cette piscine, c'est indispensable. Indispensable. J'espère qu'elle pourra tenir. Entre le moment où l'on pense une piscine et sa réalisation, il faut au moins huit ans, je n'ai jamais dit que cette piscine serait faite là. Ce sera notre prochain défi, elle sera construite, j'en suis sûr, parce que nous avons déjà travaillé dessus, nous savons déjà comment la financer. Elle sera présentée en temps et en heure. On ne pense pas un projet la veille et le lendemain il est réalisé. Où ai-je écrit que j'allais construire une nouvelle piscine dans mon programme de 2020 ? Nulle part, mais ce sera fait si l'on m'honore d'un deuxième mandat, ce sont les Choisyennes et les Choisyens qui ont la réponse.

Donc dire : on ne sait pas, c'est un peu facile. J'ai toujours tenu mes promesses. La dalle, qui est un gros défi, nous avons dû affronter l'étanchéité, les fuites, cela nous a coûté 1,5 million d'euros, ce n'était pas prévu, nous l'avons affronté, nous l'avons fait. Voilà. Et nous continuons à travailler sur la dalle. Les parkings sont une réussite, les habitants me félicitent, c'est plus propre, c'est plus beau et la rénovation n'est pas terminée.

Nous pouvons avoir des différences sur certains points, sur l'habitat. Monsieur Guillaud-Bataille veut poursuivre l'extension des logements sociaux à contre-courant de ce que veulent les Choisyennes et les Choisyens. Les logements sociaux sont nécessaires, nous resterons sur le chiffre qui est actuellement à Choisy, nous continuerons à en construire, mais la priorité sera donnée à l'accession sociale et à l'accession à la propriété parce que c'est uniquement cela qui nous permettra de reconquérir le centre-ville et de reconquérir le commerce Choisyen. Toutes les villes qui se sont attaquées, je prends souvent comme exemple Issy-les-Moulineaux, même s'il a fallu trente ou quarante ans, le commerce a été reconquis grâce à l'urbanisme. À côté de chez nous, Alfortville, le maire n'a pas fait

autrement, je vous invite à voir tout ce qu'il a construit sur les quais de Seine, à l'intérieur et tout, cela lui a permis de maîtriser les murs des commerces. Il faut maîtriser les murs des commerces, et la Ville n'a pas assez d'argent pour préempter des fonds de commerce. Notre vision est de céder grâce à l'urbanisme pour maîtriser les murs en passant des conventions. Nous travaillons là-dessus et si l'on nous en laisse le temps, cela verra le jour. Mais nous faire un procès d'intention en nous disant que ce sont des paroles et que l'on ne le fera pas, je ne me suis jamais présenté devant personne et surtout pas les Choisyennes et les Choisyens, en leur disant quelque chose que je n'ai pas fait. Jamais.

Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Si le modèle est Issy-les-Moulineaux, beaucoup de Choisyens ne pourront plus habiter Choisy-le-Roi vu le coût du logement et de la vie à Issy-les-Moulineaux. Je voulais ramener un peu de poésie ce soir, vous me permettez, j'ai envie de citer Charles Perrault. Dans le conte Barbe-Bleue, la nouvelle épouse de Barbe-Bleue attend du secours et interpelle : « *Anne ma sœur Anne ne vois-tu rien venir ?* » et sa sœur lui répond : « *Je ne vois que le chemin qui poudroie et le ciel qui rougeoit* ». Je crois que c'est un peu ce que ressentent les Choisyens en vous écoutant.

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille, je vais rester courtois parce que vos petites fantaisies à déformer ce que je dis... j'ai cité l'urbanisme et la réussite d'Issy-les-Moulineaux, ne vous en déplaît les Choisyennes et les Choisyens aimeraient avoir les moyens d'habiter Issy-les-Moulineaux, c'est la ville la plus demandée en Île-de-France. Simplement, j'ai expliqué que nous demandons aux bailleurs de plafonner leurs prix à 4 500 euros le mètre carré. À Issy-les-Moulineaux, c'est entre 9 000 et 12 000 euros. Je n'ai aucunement l'intention de porter le prix du mètre carré à Choisy-le-Roi, il n'y aura pas d'acheteurs à 9 000 et 12 000 euros. Je veux offrir aux Choisyennes et aux Choisyens de toute classe sociale la possibilité d'avoir du beau, du beau gratuitement avec l'embellissement des rues, et du beau en les aidant à habiter dans du beau et dans du confortable. Chaque être humain y a droit. J'ai la même exigence pour le social. Ce qui sera reconstruit au Lugo, il y a un cahier des charges sévère.

Vous pouvez vous amuser, déformer, je sais qui nous sommes, je sais ce qui nous anime, je connais la réalité des Choisyennes et des Choisyens, je connais leurs rêves puisque vous voulez apporter de la poésie. Les Choisyennes et les Choisyens ont des rêves et je vais aider à ce qu'ils puissent les réaliser, et ils le réaliseront. On commence par cela par le service jeunesse que je rencontre souvent, nous aurons des projets pour eux et je sais les entretiens que nous avons avec les services jeunesse : ils m'en savent gré, c'est vivifiant, c'est intéressant, et ils reprennent espoir. Dès le plus jeune âge, nous accompagnerons les jeunes, les services jeunesse, pour qu'ils puissent réaliser leurs rêves. Nous avons déjà mis en place certaines choses que nous allons développer, que nous allons porter auprès de la population, ce sera écrit, tout ce que je dis on peut l'écrire parce que cela sera tenu, sauf cataclysme.

Quand je vois tout ce que l'on a réalisé, tout ce que l'on a tenu malgré une mandature que tout le monde reconnaît n'avoir jamais connue sous la cinquième République à une ou deux exceptions près, il faut voir dans quelles conditions nous avons pris la Ville en responsabilité, tout ce que nous affrontons encore aujourd'hui à l'heure actuelle. Pourtant, nous faisons face alors que l'argent se raréfie et que, comme vous sans doute, on se demande ce qui va encore nous tomber dessus de là-haut, parce que pour l'instant nous sommes dans l'incapacité de bâtir un budget tant que le budget au niveau national n'est pas voté. Pourtant, nous travaillons, nous travaillons, nous travaillons, et nous prenons les devants. Il faudra faire face quelle que soit la situation, et nous porterons les rêves des Choisyennes et des Choisyens parce qu'ils y ont droit.

Peut-on passer au vote ? On passe au vote, merci. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ?
Le reste pour. C'est adopté, merci.

J'espère que nous pourrons faire l'inauguration ensemble, joyeuse, et je sais combien les habitants seront heureux de cette nouvelle salle.

Vote de la délibération n°25.087

Ont voté pour : 35

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.087 est adoptée.

→ Rapport annuel 2024 — SADEV 94

M. le Maire : Maintenant, c'est technique, le rapport de la SADEV 94. Deux mots quand même importants sur la SADEV, la ZAC a été initiée, corrigez-moi Madame Desprès si je me trompe, il y a 15 ans ou 20 ans, et l'on approche de la date butoir fatidique où les choses doivent se faire sinon aujourd'hui, la SADEV, il y a sur la ZAC 15 millions de pertes.

Je voudrais vous rappeler que les pertes ou les bénéfices sont partagés entre la SADEV et la Ville. Si rien ne se passe, vous voyez, nous avons, comme le disait Monsieur Guillaud-Bataille, mais il est parti, du foncier en friche un peu abandonné, si rien ne se fait, la ZAC sera conclue avec 15 millions d'euros de déficit voire plus. Heureusement, nous travaillons encore là-dessus bien que tous les programmes, dus aux diverses crises que j'ai évoquées et qu'ont traversées tous mes collègues maires, tous les programmes immobiliers sont bloqués depuis deux ou trois ans, quelle que soit la taille de la ville. C'est triste. Mais les programmes qui étaient sur le quartier du Port sont remis en route. Nous sommes contactés, avec la SADEV, par de nouveaux promoteurs pour terminer la ZAC, et nous avons bon espoir de la terminer sans déficit. S'il fallait partager un déficit de 15 millions d'euros, ce serait quand même une catastrophe. J'espère un bénéfice.

Des interventions sur ce rapport ? Monsieur Hassan Aoummis.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, si ma mémoire est bonne et je pense qu'elle l'est, je vous ai interpellé il y a plus d'un an concernant la SADEV quand le projet de construction, vous savez, Paribas sur le quartier du Port est tombé à l'eau, on a voté ici même à la SADEV une garantie d'emprunt de 6 millions d'euros, corrigez-moi si je me trompe.

M. le Maire : Oui.

M. Aoummis : C'était bien cela, 6 millions d'euros. Je vous avais posé la question de l'état de santé de la SADEV parce que l'on votait, vous avez essayé de nous rassurer comme vous avez pu, vous faites partie du Conseil d'administration. Aujourd'hui, quand on lit le rapport, franchement, l'état de santé de la SADEV n'est pas au beau fixe. Nous avons des enjeux majeurs sur le quartier de Port, cela fait 18 ans qu'il y a des friches urbaines à proximité de Paris, de l'aéroport d'Orly, de Créteil, etc., le placement est idyllique, et l'on n'arrive pas à finaliser. Ma question, je la repose encore une fois et j'espère que votre réponse ne sera pas une réponse de convenance : est-ce que vous croyez vraiment que la SADEV est en capacité aujourd'hui de porter les projets à venir sur le quartier du Port ?

M. le Maire : D'abord, je voudrais corriger l'affirmation que vous venez de faire en disant que le projet BNP Paribas était abandonné. Non, il était suspendu et il vient d'être relancé. Pourquoi ? Effectivement, comme de nombreux projets qui sont abandonnés un peu partout en Île-de-France ou suspendus à cause de la crise immobilière, nous les avons mis en demeure, puisque nous avons prorogé deux fois ce projet, d'acter leur responsabilité, c'est-à-dire qu'ils devaient payer les terrains à la SADEV, ce qu'ils n'avaient pas fait. Ils ont payé 50 %, et ils relancent, ils ne renoncent pas à ce projet. Donc, le projet est relancé et ces 50 % versés à la SADEV vont faire du bien aux finances. Il y a une friche, celle qui est accolée au pont des Mariniers qui va jusqu'à la gare et qui passe devant le bar de la Marine, il y a des gens qui s'activent dessus. Nous avons bon espoir que tout cela reprenne parce qu'il faut absolument que ces friches ne soient plus ainsi, cette ZAC a été construite, avec tout ce projet, pour être construite.

Effectivement, la SADEV nous avait demandé parce que ses finances ne sont pas au mieux, ils voulaient que nous nous portions garants d'un prêt de 15 millions d'euros à cause du fait que BNP, notamment, n'avait pas payé les terrains et que cela était repoussé d'année en année, donc la banque ne voulait plus assurer les avances, ce qu'elle faisait jusqu'à maintenant. Nous avons refusé de nous porter garants pour 15 millions d'euros. Le territoire et la commune, parce que nous sommes dans le même bateau sur cet aspect, nous avons acté, comme vous l'avez rappelé nous avons voté ici une caution de 6 millions chacun et 3 millions qui sont restés du fait de la SADEV. Je ne peux rien affirmer dans le contexte national que nous vivons, mais j'ai bon espoir que tout cela se remettra sur les bons rails. En tous les cas, nous faisons tout pour que cela soit le cas, mais nous n'avons pas le choix.

Après, si vous voulez, c'est délicat de parler de la SADEV, c'est aussi la politique qui a amené cette situation de la SADEV. Lorsque ma majorité, et ce n'est pas pour polémiquer, vous voulez des explications, je vous les donne, ce n'est pas du tout pour polémiquer, lorsque ma majorité a gagné le Département, normalement la présidence de la SADEV est assurée par le principal actionnaire c'est-à-dire le département du Val-de-Marne, en l'occurrence ce n'est pas Monsieur... comment s'appelle le maire de Villejuif ? Monsieur Garzon. Il y a quand même eu quelque chose d'assez extraordinaire qui a été faite et, croyez-moi, je ne polémique pas là-dessus, la preuve c'est que je suis resté avec la SADEV : juste avant les élections départementales, le Territoire a pris des parts supplémentaires subodorant ce qui allait se passer, pour avoir une majorité. Cela n'avait jamais été fait. Donc, Monsieur Garzon, au lieu de laisser sa place à Monsieur Capitanio, s'est entêté à la garder. Que s'est-il passé ? La plupart des villes se sont désengagées de la SADEV. Il s'est tiré une balle dans le pied, Monsieur Garzon.

Pour ma part, j'ai souhaité rester accompagner la SADEV dans l'intérêt commun de la SADEV et de la Ville, c'est notre partenaire. Voilà pourquoi aussi la SADEV est dans une situation critique, ils ont perdu la confiance de certaines villes, il y a des marchés qu'ils n'ont pas eus. J'ai été un des rares, cela ne m'a pas valu que des amis, je ne suis pas entré dans ce jeu politique, je continue à accorder ma confiance à la SADEV et j'ai continué avec eux. J'aurais pu changer, mais la SADEV est à l'origine de cette ZAC, elle a toujours bien

collaboré avec Choisy-le-Roi, et pour apaiser les choses et donner une chance au succès de la ZAC, je pense qu'il était de bon ton de continuer à rester ensemble et d'affronter ensemble les difficultés. Il y a encore des difficultés. Ce que nous faisons ensemble, peu importe la présidence, peu importe, il y a un intérêt commun à mener ce projet à bien.

Nous avons remis les choses sur les rails, nous dépendons aussi de la stabilité de notre pays, de ce qu'il va se passer j'espère le plus rapidement possible, parce qu'en ce moment, là-haut, on se promène beaucoup, on se promène, on se promène, à un moment il va falloir prendre des décisions et nommer des gens puisque nous, nous attendons pour notre budget. Voilà ce que j'ai à vous dire.

Comme d'autres villes qui ont maintenu leur confiance envers la SADEV, toutes les villes s'interrogent sur les projets et d'une manière générale, vous voyez bien que le bâtiment est à l'arrêt et quand le bâtiment est à l'arrêt, comme on dit, c'est la France qui tousse. Il faut absolument que le bâtiment reparte et il ne faudrait surtout pas que le taux d'intérêt remonte. Je n'ai pas très bien suivi, puisque la note de la France a été abaissée en principe mathématiquement les taux d'intérêt montent, mais peut-être, normalement ils auraient dû s'abaisser, mais peut-être qu'ils vont rester au même niveau et s'ils restent au même niveau c'est déjà bien. Je ne souhaite absolument pas que les taux d'intérêt montent, cela veut dire que 1 % de plus en taux d'intérêt, ce sont des groupes qui perdent 20 000 euros, 25 000 d'euros d'emprunts, et cela met tous leurs projets par terre. Comme vous tous, je suis cela, j'essaie de rester optimiste, mais je suis un petit peu angoissé quand même, d'une manière générale, sur la vision.

Mais il y a un nouveau directeur à la SADEV, très dynamique, qui a tenu les promesses qu'il avait prises vis-à-vis de moi, on a fait ensemble pression sur la BNP pour qu'ils honorent ces signatures. On en était là, ils voulaient se retirer. Ils ont payé 50 % de ce qu'ils devaient. En principe, cela arrive quand le reste ? Parce qu'il y a eu aussi une bataille, du jamais vu, un promoteur qui est venu s'installer sur la ville et qui a fait un recours contre un promoteur alors qu'aucun habitant n'avait fait de recours, c'est fou. La SADEV s'est battue, on s'est battu, pour qu'il retire son recours avec Duval qui nous présente un beau projet pour qu'il retire son recours. Voilà toutes les choses auxquelles beaucoup de villes sont confrontées et qu'il faut affronter.

Les choses s'apaisent, la commercialisation de ces très beaux logements va repartir et j'espère que cela va fonctionner, on ne peut espérer que cela et faire tout ce qu'il faut pour que cela fonctionne. C'est ce que nous faisons notamment lorsque nous avons fini par accepter de nous porter caution sur ce prêt, on n'avait pas le choix, si on ne le faisait pas tout s'arrêterait, c'est pour cela que le territoire l'a fait aussi. Il nous arrive quand même de travailler en bonne entente pour l'intérêt général.

J'espère avoir répondu à vos questions, vos inquiétudes. Je vois plutôt le verre à moitié plein, et l'on va se battre pour qu'il se remplisse complètement.

Y a-t-il d'autres interventions ou des questions ? Non. C'est un dont acte. Très bien.

Délibération n°25.088 : Dont Acte

DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ (DLC)

→ Répartition de la subvention Municipale aux associations 2025 - 2^{ème} affectation

M. le Maire : Maintenant je vais donner la parole à Madame Sabrina Fontaine pour la répartition des subventions aux associations.

Mme Fontaine : Bonsoir, Monsieur le Maire, bonsoir à toutes et à tous. Il s'agit de la deuxième ventilation au niveau du budget pour l'enveloppe permettant d'attribuer des subventions aux associations locales et groupements locaux au titre de l'année 2025. Je ne vais pas trop m'étendre parce que vous avez le tableau de répartition. Il y avait une enveloppe qui restait de 4 000 euros, on la répartit sur plusieurs associations, notamment de nouvelles associations pour leur permettre de lancer leurs premiers ateliers. Je vous remercie.

M. le Maire : Des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°25.089

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.089 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de la convention relative à la participation financière de l'ARS Île-de-France

M. le Maire : La parole est toujours à Madame Fontaine, participation de l'ARS Île-de-France.

Mme Fontaine : Il s'agit d'une subvention que l'on est parti demander au niveau de l'agence régionale de la santé, l'ARS Île-de-France, qui accorde à la commune de Choisy-le-Roi une subvention d'un montant maximum de 4 700 euros pour la mise en œuvre de son projet promotion de la santé et de la sensibilisation aux bonnes pratiques de santé au sein de la Maison des Femmes des Choisy-le-Roi sur l'année civile 2025.

Pour que cette subvention soit versée, il est demandé au Conseil municipal d'approuver la signature de la convention proposée par l'ARS Île-de-France relative à la participation financière au financement des actions et des expérimentations de santé en faveur de la performance, la qualité, la coordination, la permanence, la prévention, la promotion ainsi que la sécurité sanitaire.

Le versement de cette subvention pourrait avoir lieu dans le cadre de plusieurs modalités, en fonction de la réalisation concrète des activités suivantes : au niveau des ateliers de sensibilisation aux risques médicaux et de promotion de bonnes pratiques de la santé,

l'accompagnement des femmes de Choisy-le-Roi dans leurs démarches de santé au sein de la Maison des Femmes, la discussion sur les sujets médicaux, l'accompagnement des femmes en situation de handicap ou de mère d'enfants en situation de handicap, la lutte contre les violences faites aux femmes.

La période de réalisation du projet est comprise entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025. Pour le coup, on a de septembre à décembre pour réaliser le projet.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la convention relative à la participation financière de l'ARS au financement des actions et des expérimentations de santé en faveur de tous ces ateliers que l'on pourrait faire au niveau de la Maison des Femmes sur le thème de la santé. Si vous avez des questions.

M. le Maire : Merci, Sabrina. Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas et je salue de nouveau cette très belle réalisation, la Maison des Femmes, magnifique, il n'y en a pas tant que cela sur le département, très peu, saluée par la préfète à l'Égalité des chances. Vous voyez que tout ce qui est social, bien sûr que cela nous tient énormément à cœur. Nous savons très bien les attentes de nos concitoyens et nous avons, comment dire, une analyse de la population quand même réaliste, objective et nous aimons beaucoup mettre à leur disposition des dispositifs qui les aident. Ils ont besoin d'écoute, bien sûr, de solidarité et un peu partout dans la ville, on fait le maximum pour cela. Le maximum.

Il faut mettre au vote, pardon. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n° 25.090

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25.090 est adoptée à l'unanimité.

ENFANCE

→ Fixation de tarifs des centres de vacances pour l'année 2026

M. le Maire : Je vais passer maintenant la parole à Julien Bourven pour la fixation de tarifs des centres de vacances.

M. Bourven : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. Comme chaque année, je porte à votre connaissance les tarifs de location de nos centres de vacances de Penthièvre et Morillon pour les groupes extérieurs de type associations durant les périodes où les centres ne sont pas occupés par les jeunes Choisyens.

Entre 2025 et 2026, les tarifs augmenteront de 2 %, entre 50 centimes et 7 euros selon les prestations, et nous resterons très compétitifs par rapport aux offres du même type. Des associations nous ayant demandé des tarifs à la demi-journée pour certaines prestations, nous avons créé de nouveaux tarifs dans ce sens, exemple location de la salle polyvalente.

Sur le bilan de ces nouvelles recettes, cette année, nous serons en baisse au vu des travaux structurels que nous menons actuellement à Morillon, à hauteur de près de 1 million d'euros d'investissements qui ne nous permettront pas de louer le chalet Béchard pendant cette période. Le seul comparatif que je peux vous donner, c'est que les recettes sont similaires pour Penthièvre, autour de 60 000 euros entre 2024 et 2025.

Je vous demande donc d'approuver ces nouveaux tarifs pour continuer de faire vivre le mieux possible nos centres de vacances.

M. le Maire : Merci. J'en profite pour rendre hommage à notre directrice de Penthièvre et au directeur à Morillon. Là où de nombreuses villes se désengagent des centres de vacances, il n'y en a pas beaucoup, je voudrais ici de nouveau faire part de l'attachement de la municipalité, malgré ce qui a pu être dit dans un autre temps, à nos centres de vacances et je rends donc hommage à la directrice de Penthièvre et au directeur de Morillon, à toute l'énergie qu'ils déploient lors des périodes creuses, lorsque les enfants n'y sont pas, pour pouvoir louer à des associations d'autres communes nos centres pour les rentabiliser et faire rentrer des recettes. Parce que bien sûr, ils sont en déficit et ils ne sont pas faits pour être bénéficiaire ou pour rapporter de l'argent, mais cela dit, il faut bien entretenir, il faut bien s'en occuper, et nous soutenons donc pleinement ces actions et sommes très fiers de nos deux centres. Nous nous battons vraiment à la dernière énergie pour que nous les conservions. Les Choisyennes et les Choisyens y sont très attachés. Malgré le coût, nous conservons. Nous conservons.

Je rappelle que lorsqu'ils sont disponibles, à partir de 20 ou 25 personnes, si vous voulez fêter un anniversaire de mariage, un anniversaire, la défaite du Paris Saint-Germain... non ? Si vous êtes 20 ou 25, vous pouvez vous rendre à Penthièvre ou à Morillon pour 50 euros en pension complète, cela vaut quand même le coup. Il y a un hôtel à Penthièvre, en face, la nuit, c'est 110 euros sans le petit déjeuner. Là, il y a petit déjeuner, déjeuner et dîner. Sauf que les chambres, peut-être pour certains, il faudra mesurer, ce sont des lits, c'est tellement mignon, cela rajeunit, cela rappelle nos colonies de vacances à nous.

Y a-t-il des interventions ? Non, je n'en vois pas. C'est très modique. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°25.091

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura,

BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.091 est adoptée à l'unanimité.

CULTURE

→ Convention de partenariat tripartite entre la commune, l'association « Les Amis d'Alain SPIESS » et des établissements scolaires

M. le Maire : La parole reste à Madame Ostermeyer. Non, je donne maintenant la parole à Madame Ostermeyer, pour une convention très intéressante « Les Amis d'Alain Spiess ».

Mme Ostermeyer : Allons-y pour « Les Amis d'Alain Spiess ». Bonsoir à toutes et à tous, il s'agit ce soir d'approuver des conventions de partenariat tripartite entre la commune, l'association « Les Amis d'Alain Spiess » et trois classes de deux collèges et un lycée.

Pour ce qui est des collèges, il s'agit du collège Émile Zola et du collège Henri Matisse de Choisy-le-Roi. Le lycée, par contre, est à Créteil, le lycée Gutenberg. Toujours est-il que par le biais d'un prix littéraire qui est décerné par l'association, le Prix des Jeunes, celle-ci cherche à stimuler le goût des jeunes pour la lecture, la désaffection malheureusement de cette tranche d'âge pour l'univers du livre est bien connu. L'association organise des ateliers d'écriture, d'accompagnement à la lecture, des rencontres littéraires, et tout cela en soumettant aux jeunes les différents livres en lice pour le prix afin de les faire participer au vote.

Le prix sera donc décerné fin janvier 2026 à la médiathèque Aragon qui fait le lien entre tous les acteurs de ce beau projet.

Je vous remercie de vous prononcer favorablement pour nos jeunes Choisyens.

M. le Maire : Des interventions sur ce sujet ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Pardon, Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : C'est très intéressant ce que vous dites par rapport à cette initiative. Ma question, évidemment il y a l'aspect général, ce que vous avez présenté, mais ce qui fait vivre des initiatives de cette nature, c'est l'adhésion des enseignants. Est-ce qu'il y a un travail à destination des enseignants qui permettrait justement que ce projet puisse prendre racine à Choisy-le-Roi ?

Mme Ostermeyer : A prendre racine, je ne sais pas, mais toujours est-il que l'association accompagne et les enfants et bien sûr les enseignants, je pense, pour qu'ils puissent encourager ces lectures. Ce sont des lectures au long cours.

M. Aoummis : Est-ce que vous êtes sûr ?

Mme Ostermeyer : Oui, c'est comme cela que cela se passe.

M. le Maire : C'est un travail transversal avec les professeurs, cela ne peut pas se faire autrement, c'est sûr.

Mme Ostermeyer : C'est une convention, cela veut dire que les classes s'engagent avec leur professeur.

M. le Maire : C'est une coopération. Je suis obligé de passer un coup de fil très important, je donne pour le prochain point, si Madame Ostermeyer peut le présenter.

Il faut voter. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? Non plus. C'est voté à l'unanimité, merci pour ces élèves.

Vote de la délibération n°25.092

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25.092 est adoptée à l'unanimité.

→ **Convention Ateliers culturels et thérapeutiques Hôpital Paul GUIRAUD**

Mme Ostermeyer : Il y a maintenant Paul Guiraud. Là aussi, je sollicite votre bienveillante approbation de la convention entre la commune, représentée par la médiathèque, et l'hôpital Paul Guiraud afin d'offrir aux patients porteurs de handicaps une pratique artistique à travers des ateliers de danse thérapie, ateliers conduits par des professionnels de l'hôpital. Un jeudi par mois, ils s'adressent à un petit groupe de patients, et un mercredi par mois à des patients, mais c'est aussi ouvert à tout public, ceci afin de favoriser la rencontre entre ces différents publics, cela au sein de notre médiathèque Aragon. Merci pour ces patients.

Je fais voter ? Allons-y. Est-ce qu'il y a des personnes contre cette résolution ? Non ? Est-ce qu'il y a des abstentions ? Non. Merci pour cette unanimité.

Vote de la délibération n°25.093

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER

Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.093 est adoptée à l'unanimité.

SPORTS

→ 1^{ère} répartition des subventions Municipales aux associations sportives

Mme Ostermeyer : La parole est à Henrique Marques pour les subventions aux associations sportives.

M. Marques : Bonsoir à toutes et à tous. Comme nous avons pu le constater une nouvelle fois lors du forum des associations en septembre, le mouvement sportif Choisyen se porte bien, avec un peu plus de 50 clubs et environ 9 000 adhérentes et adhérents. Des installations de qualité et l'impact des Jeux olympiques et paralympiques en 2024 ont renforcé cette dynamique.

Si de nombreux clubs affichent une constance du nombre de pratiquants, en matière de budget, au niveau de l'encadrement et avec une amélioration des résultats sportifs, ils sont plusieurs à connaître un développement important depuis 2021. Les sports concernés sont le rugby, la natation et le waterpolo, le hand et le badminton, avec une progression de 15 à 25 % du nombre de licenciés.

Les efforts consacrés au sport handicap et au sport adapté méritent d'être soulignés. À ce jour, ce sont 17 clubs qui accueillent des personnes en situation de handicap pour 14 disciplines proposées. Certains de ces clubs déploient une politique inclusive exemplaire, en investissement sur du matériel dédié et la formation des cadres comme le club de voile ou le club de pétanque.

Vous disposez du détail des montants que nous vous proposons d'approuver pour une somme totale de 315 000 euros répartis entre 31 associations pour ce soir.

M. le Maire : Des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°25.094

Ont voté pour : 42

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN

Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BOUGUEROUA Hamida, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BIALAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°25.094 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Maintenant, administration générale des fameuses, les fameux comptes-rendus des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Y a-t-il des questionnements, des interrogations sur cette présentation ? Je n'en vois pas. C'est une prise d'acte, et c'est sur cela que se termine l'ordre du jour du Conseil proprement dit.

Délibération n°25.095 : Dont Acte

M. le Maire : Pour autant, le Conseil n'est pas terminé puisque lors de la réunion des présidents de groupe Madame Fourniaud m'a présenté un vœu, qui n'était pas dans les délais, mais peu importe, je lui ai dit que cela n'empêchait pas d'en parler. Dans sa présentation, je lui ai fait part de mes remarques. C'est qu'un vœu doit être envoyé à une autorité, au gouvernement, à la préfecture, à une association. Or, ce vœu, ce sont uniquement des demandes qui sont faites au maire. Ces demandes, j'y ai déjà répondu, mais je suis prêt à ouvrir le débat sur cette question, sur la maison de santé, et d'y répondre. En l'espèce, ce n'est pas un vœu. Ce sont des questions, cela s'adresse au maire. Je ne vais pas m'envoyer un vœu, à plus forte raison que tout ce qui est demandé dans ce vœu est déjà mis en œuvre.

Je le lis, et j'apporterai toutes les réponses assorties de propositions, et d'une proposition importante.

« Compte tenu des éléments rendus publics pendant les congés d'été concernant la cogestion du centre de santé avec la CPAM.

Compte tenu qu'il apparaît que la convention s'arrêterait fin février 2026 et que la fin de cette cogestion correspondrait à la reprise des locaux par la mairie.

Compte tenu de la transformation du statut du CMS que cela induit, ainsi que du statut des personnels soignants actuellement salariés de la CPAM qui payeraient un loyer à la mairie et qui seraient aidés administrativement pour leur installation en libéral.

Considérant que les personnels refusent légitimement l'ensemble de ces dispositions, que la transformation du centre médical porterait un grave coup au service public de la santé publique à Choisy-le-Roi.

Considérant que l'action de prévention du centre médical est primordiale dans les dépistages de maladies et le suivi médical de nombreux patients.

Considérant que la fin du centre tel que nous le connaissons aujourd'hui signifierait des augmentations des tarifs de consultation.

Considérant que le côté social et communautaire du centre de santé est vital pour permettre l'accès de toutes et tous à la santé, notamment des personnes plus fragiles.

Considérant les carences d'offres de soin à Choisy-le-Roi, comme dans de nombreux territoires,

le Conseil municipal :

- *affirme son attachement à l'existence d'un centre de santé publique sur la Ville,*
- *mandate le Maire pour reprendre les discussions avec la CPAM pour que rien ne soit acté et définitif avant au moins juin 2026 ».*

Alors, s'il y a quelqu'un qui est bien attaché à l'existence d'un centre de santé publique sur la ville, c'est parce que j'en ai moi-même bénéficié dans la petite enfance, lorsque cela s'appelait le dispensaire. Nous sommes tous d'accord pour y être attachés. La première convention date de 1943, de l'eau a coulé sous les ponts depuis, et ce n'est pas nous qui avons changé certaines choses qui étaient bienvenues pour coller à l'époque.

Vous me dites que vous mandatez le maire pour reprendre les discussions avec la CPAM, pour que rien ne soit acté et définitif avant juin 2026. Cette phrase n'est pas exacte. Pourquoi reprendre des discussions ? Elles n'ont jamais cessé. Jamais nous n'avons mis fin aux discussions avec la CPAM. Nous les avons reçus encore il y a quelques jours. Nous les avons reçus la semaine dernière et nous leur avons précisément demandé de revenir sur leur décision. Le maire est parfaitement en accord. Nous leur avons demandé de nous accorder ne serait-ce qu'un sursis, justement en juin 2026, voire plus loin. Nous sommes en parfait accord.

Nous avons également reçu les syndicats il y a deux jours. Nous avons également reçu l'association Octav spécialiste, avec le docteur Tardieu, et Noham Settbon est le jeune Choisyen qui l'anime sur Choisy, pour trouver des solutions, qui ont bien compris le problème qui se présente dans d'autres villes. Nous comptons sur eux pour nous aider à trouver des solutions.

« Met à l'étude et s'engage à fournir aux élus comme aux citoyens des pistes chiffrées parmi lesquelles une régie directe municipale ». C'est ce que vous nous avez reproché, alors que c'est ce que nous avons écrit à la CPAM que, compte tenu de leur désengagement, nous souhaitons, je tiens la lettre à votre disposition, reprendre en direct le centre de santé municipal, c'est-à-dire faire une régie, ce que vous nous demandez. Je l'ai déjà demandé à la CPAM, ce qui a été traduit, je ne sais pourquoi, qui a fait courir cette fake news que le maire voulait fermer le centre de santé municipal. J'ai écrit que nous voulions le reprendre en direct, et nous travaillons pour le reprendre en direct, nous avons reçu les médecins, et nous sommes prêts à les recevoir encore. Une régie directe ou l'association de gestion avec différents partenaires, mairie, CPAM, mutuelles ou associations de solidarité.

Nous consultons les associations, nous consultons toutes les personnes qui s'intéressent de près ou de loin ou qui sont actives dans les centres municipaux de santé. Nous avons pris contact avec Orly, qui est dans une situation très difficile, pour s'entraider.

Ce que vous me demandez, je l'ai fait. Je l'ai fait, nous continuons à le faire. J'ai encore eu des entretiens avec des médecins qui nous ont sollicités pour venir dans la maison de santé, pas plus tard que ce matin. Nous travaillons d'arrache-pied.

« S'engage à présenter aux citoyens et citoyennes les différentes options dûment chiffrées garantissant le maintien des emplois existants et les médecins et spécialités de santé accessibles ». Nous sommes en train de faire ce type de chiffrage.

« La continuité de gestion par la CPAM y compris via l'Ugecam ». Je vous ai expliqué lorsque vous êtes venue devant la mairie, je l'ai écrit à Madame Fourniaud qui n'en a pas tenu compte, j'ai réexpliqué à Madame Fourniaud lorsque j'ai reçu les présidents de groupe, que je ne peux pas juridiquement, vous pouvez vérifier, signer un avenant avec l'Ugecam, je suis obligé par la loi de passer par un marché. La collectivité, entre la première convention qui a été signée et maintenant, il y a eu la loi qui impose de passer par des marchés aux collectivités. J'y suis obligé. Cela a été confirmé aujourd'hui par la CPAM à qui cela avait échappé.

Pour autant, qu'ai-je dit à la CPAM ? Je suis prêt à signer avec l'Ugecam, pour peu qu'ils nous éclairent sur leur intention. Vous parliez de la situation financière de la SADEV, un tout autre domaine, mais nous nous sommes renseignés sur la situation financière de l'Ugecam. Je ne veux pas que l'on nous entraîne dans le mur et que dans deux ans on soit dans la même situation, même pire, à savoir comment faire. Ils jouent sur les mots, que ce ne serait pas des centres municipaux de santé, mais ce sont des centres où s'exerce la santé qui ont été fermés avant les vacances dans Paris. C'est bien pour cela qu'ils se refusent à nous donner, on ne demande que cela, qu'ils s'assoient autour d'une table et que l'on puisse discuter.

Vous voulez des éléments chiffrés : le déficit actuel avec la CPAM du centre municipal de santé de Choisy-le-Roi est de 700 000 euros. La Ville prend en charge 420 000 euros de ce déficit, la CPAM 300 000 euros. Ils ont été obligés de l'admettre, on a creusé les chiffres, ils ne nous l'avaient pas dit, pas expliqué comme cela. C'est la raison cachée pour laquelle ils se désengagent. Par contre, il nous demande d'aller vers l'Ugecam avec une convention que l'on tient à votre disposition où il est simplement écrit : « la Ville s'engage à payer un éventuel déficit », c'est-à-dire que de facto il passe à 700 000 euros, parce qu'eux n'assumeront pas les 300 000. C'est rigoureusement insoutenable pour la Ville. Impossible. Par an, bien sûr. Voire plus.

Ce que nous demandons à l'Ugecam, c'est de s'asseoir avec nous, et je suis prêt à signer avec l'Ugecam en passant outre les marchés, prendre ce risque, c'est un risque personnel que le maire prend à une condition, c'est que l'on continue dans les mêmes conditions, c'est quand même qu'ils nous garantissent un chiffre que l'on ne dépassera pas 450 000 euros de déficit.

Nous avons parlé des centres de vacances, nous avons parlé de tous les investissements nécessaires dans cette ville, je pourrais parler du théâtre cinéma où, là aussi, il y a un déficit de 800 000 euros annuels payés par la Ville. Ajouter 300 000 ou 350 000 euros de déficit pour le centre municipal de Choisy est insoutenable, ce n'est pas possible. Qu'ils viennent nous voir, nous avons mandaté l'association Octav, le docteur Tardieu, il suffit simplement qu'on légifère un tant soit peu quand même, que la Ville ait une garantie que l'on reste, ce qui est déjà énorme 450 000 euros à assumer par la Ville, les 200 000 euros de

mammographes que la Ville a achetés, les murs qui sont mis gratuitement à disposition, les fluides, le chauffage payé par la Ville, c'est énorme et nécessaire, j'en conviens, mais aller au-delà est suicidaire, nous n'en avons pas les moyens.

Comme vous tous et toutes, je désire trouver une solution. Nous étudions actuellement, nous allons de nouveau recevoir les médecins, notre DGA étudie la possibilité de salarier les médecins. C'est plus que difficile à cause de grilles salariales qui nous sont imposées, vous le savez Madame Desprès bien sûr, en tant que collectivité nous avons des grilles, maximas, minimas, auxquelles... malgré tout, nous essayons de trouver une solution parce que la solution la plus simple est que les médecins restent en place, la patientèle est là, les murs sont là, la Ville continue à assumer un déficit de 400 000, 450 000 euros, en espérant qu'il puisse quand même diminuer par l'apport de nouveaux médecins.

C'est cela que nous cherchons à faire, c'est pour cela que nous avons missionné l'association Octav et que j'ai dit à Madame Fourniaud que la proposition que j'ai faite, nous avons associé les syndicats qui nous ont donné quelques pistes, nous créons une commission de travail, j'ai dit à Madame Fourniaud que je souhaite associer chacun et chacune d'entre vous des groupes, vous nommez une ou deux personnes qui puissent participer en toute transparence à ces travaux. Vous aurez, puisque vous voulez de la transparence et des chiffres, les tenants et les aboutissements. Sans doute aurez-vous des idées qui seront les bienvenues. Sans doute aurez-vous des propositions que j'accepterai parce que la situation est kafkaïenne. C'est tous ensemble qu'il faut sortir de ce borborygme et essayer de trouver une solution.

Lorsque la Caisse d'assurance maladie est venue nous voir la première fois et que nous n'avons pas réagi tout de suite, ils nous ont présenté cela comme un simple changement de nom. On a dit d'accord, puis nous n'avons rien vu venir, nous avons commencé à demander : qu'est-ce qu'il se passe ? On fait quoi ? Là, ils nous renvoient un avenant où il n'y a rien. Nous avons creusé la piste de l'Ugecam et nous avons découvert leur situation financière, les fermetures qu'ils faisaient, et surtout le fait que... dans une convention, on met des chiffres quand même. Je ne peux pas emmener la Ville, les Choisyennes et les Choisyens, vers n'importe quelle direction, doubler le déficit, voire le tripler, ce n'est pas possible. Si vous jugez que cela est possible, cela vous appartient, ce sera votre opinion, mais je vous dis que ce n'est pas soutenable parce que nous avons diverses structures dans la ville que nous soutenons fortement, je vous ai cité le cinéma théâtre, les centres de vacances, mais pas que. Il y a un moment dans une situation aussi difficile où le gouvernement ou même des villes, des régions, des départements sont obligés de se retirer des financements, que nous nous tenons bon, on maintient tout aux associations sportives et culturelles, on doit quand même faire très attention.

Je vous fais cette proposition d'entrer dans cette commission de travail où rien n'est caché, où tout le monde peut participer, tout le monde aura tous les éléments, et tout le monde pourra amener ces solutions.

Monsieur Guillaud-Bataille a demandé la parole, ensuite Monsieur Aoummis, ensuite Madame Desprès.

M. Guillaud-Bataille : Merci Monsieur le Maire. Ce vœu a été déposé par notre groupe, peut-être qu'il serait bien, au-delà de la lecture que vous venez d'en donner, que les collègues puissent en avoir connaissance et puissent constater de visu ce qu'il y a d'écrit. J'ai quelques exemplaires ;

M. le Maire : Lisez-le. Je viens de le lire, lisez-le. Distribuez-le. Vous voulez dire que je n'ai pas dit ce qu'il y a écrit ? Distribuez-le.

M. Guillaud-Bataille : Je suis dans une posture d'apaisement.

M. le Maire : Très bien, moi aussi. Je ne suis pas contre que vous le distribuiez, je dis simplement que je l'ai lu. Distribuez-le.

M. Guillaud-Bataille : Vous ne l'avez pas lu en entier, mais ce n'est pas grave. Je vais lire le dernier paragraphe parce que je pense qu'il faut que tout le monde comprenne la logique qui a été celle de notre groupe en déposant ce vœu.

M. le Maire : D'accord.

M. Guillaud-Bataille : Le dernier paragraphe dit : *« Bien que la période institutionnelle qui s'est ouverte au 1er septembre 2025, ce n'est pas nous, c'est la loi, avec la perspective des élections municipales les 15 et 22 mars 2026, puisse créer des débats légitimes dans la Ville, le Conseil municipal, au regard de l'urgence calendaire et de la situation grave créée par cette perspective affirme qu'en l'espèce, ce sont la démocratie et l'intérêt général qui doivent primer sur toute autre considération »*.

Ce paragraphe, nous l'avons écrit justement pour qu'il n'y ait pas d'interprétation de : il y en a qui essayent de tirer la couverture, d'agiter des alarmes pour alimenter des polémiques de campagne, notamment, c'est ce que nous avons dit et vous l'avez lu, parce que la messe pourrait être dite si vous me permettez l'expression avant même les 15 et 22 mars, auquel cas on aura pu s'engueuler pendant toute la campagne sur la question, si c'est réglé avant le 15 et 22 mars, celui qui s'assoira sur le siège de maire, vous ou qui que ce soit, sera face au mur qui aura été créé. Je veux dire cela, car je veux que l'on se comprenne bien.

M. le Maire : Juste un petit point. Je partage totalement, Monsieur Guillaud-Bataille. Je ne l'ai pas lu, car je l'ai exprimé à Madame Fourniaud, j'ai bien dit que ce qui doit primer, on est à 100 % raccord, c'est l'intérêt général, d'où ma proposition de commission de travail où j'associerai à tout le monde.

M. Guillaud-Bataille : Je me suis permis de le lire, car tous les conseillers municipaux ne l'ayant pas eu entre les mains, il me semblait que c'était un élément qui permettait que tous les conseillers municipaux et peut-être les citoyens présents se rendent compte de la démarche qui est la nôtre et qui vise pour nous, en tout cas c'est ce qui guide toute notre action et tout ce que nous avons fait depuis le début. On peut se dire d'ailleurs, Monsieur le Maire, qu'avant même de prendre la parole publiquement, nous vous avons interrogé par courrier auprès de votre cabinet sur ce dossier et que vous nous avez répondu. Il y avait encore des zones qui nous semblaient très floues, le discours que vous tenez ce soir, pour le coup, commence à dissiper un certain nombre de flous.

Je veux dire un mot sur la façon dont vous l'avez pris en disant : ce sont les demandes faites au maire. Non, Monsieur le Maire, ce n'est pas le sens que nous y avons mis. La formulation que nous avons choisie, de dire : *« mandate le maire »*, c'est le Conseil municipal qui mandate le maire, ce ne sont pas ceux qui ont déposé le vœu, une fois qu'il est voté c'est le Conseil municipal qui mandate le maire. C'est quelque chose qui se fait fréquemment notamment quand le maire, pour ce qui me concerne par exemple j'ai déjà voté des vœux disant *« mandate la présidente de Région »* avec qui je n'ai pas vraiment d'atomes crochus, mais elle devait aller négocier avec le ministre des Transports pour avoir de quoi faire fonctionner les trains d'Île-de-France. Dans ces cas-là, ce n'est pas parce que nous sommes opposés que je ne vais pas l'appuyer. Donc, cette formule *« mandate le maire »* ne vise pas à dire vous, le maire, elle vise à dire que le maire, à partir du vote de ce vœu, devient le porteur de la volonté de l'ensemble du Conseil municipal puisque nous l'avons voté tous ensemble. C'était le sens de cette formulation.

Je poursuis. Je veux aussi dire pourquoi cet attachement à l'information des Choisyennes et des Choisyens, du Conseil municipal, et plus largement d'un débat dans la ville sur quel est le choix le meilleur à faire pour la gestion du centre municipal de santé. Personne ne pouvait prévoir que cette question se poserait lors de la campagne de 2020. Personne. Donc cela n'est dans aucun programme municipal. Nous sommes face à une question nouvelle que malheureusement nous devons régler dans des délais très courts qui ne nous permettent pas d'avoir un débat public dans le cadre de la campagne. Il s'agit donc, à partir de là, de se dire que là, il faut acter des principes qui peuvent nous rassembler, et je suis heureux d'entendre dans votre bouche ce soir, de manière plus claire que la dernière fois que je vous ai entendu, peut-être parce que les circonstances étaient un peu plus tendues certainement, le fait que vous êtes finalement assez d'accord avec ce que propose ce vœu. Je veux dire cela.

Il faut faire attention parce que la première convention avec la CPAM ne peut pas dater de 43.

M. le Maire : 47 ou 43.

M. Guillaud-Bataille : Parce que la sécu a été créée il y a 80 ans en 45 à la sortie de la guerre. Mais le dispensaire a été créé en 43, bien évidemment, cela est exact. Il y a cette question au milieu, ce sont les 80 ans de la Sécurité sociale. Il y a quelque chose de symbolique, y compris qui fait, je crois, que l'on est tous un peu en colère vis-à-vis de la CPAM autour de cette table, que pour les 80 ans de sa naissance elle mette une collectivité dans cette situation. Il y a quelque chose qui est inadmissible. C'est le bien commun, c'est la seule chose, en plus vous imaginez, comme cela a été créé par un communiste j'y suis encore plus attaché peut-être que la moyenne des Françaises et des Français, mais au-delà de sa création c'est quelque chose qui rassemble les Françaises et les Français. Tous ceux qui ont essayé de la détruire ont été balayés. Bref, tout cela pour dire que c'est quelque chose de très important, donc il est très important que l'on se rassemble et il y a des moyens de le faire.

J'ai envie de vous dire : travaillons, travaillons ensemble. Je crois que l'on est d'accord pour participer à cette commission, y compris pour gratter. Par exemple, vous dites qu'il est très difficile de salarier des médecins. Cela existe, des médecins salariés par des collectivités, aux PMI. Le Département du Val-de-Marne qui a un nombre de centres de PMI, tous les médecins sont salariés du Département, donc on arrive à faire rentrer des salaires aux médecins dans des grilles indiciaires, il faut aller dans le hors classe, il faut, voilà, mais cela existe, il y a des dispositions que l'on peut prendre sur lesquelles on peut faire entrer au forceps dans des grilles de salaire des médecins. Cela existe, il y en a un peu partout en France. Tout est possible pour peu que l'on en ait la volonté.

Je conclurai mon propos par cela. D'abord, accepter de travailler ensemble, mais puisque j'ai entendu tout du long que vous étiez finalement d'accord avec les propositions qui sont faites dans le vœu, vous estimez que vous avez déjà commencé le travail puisque vous êtes prêt à nous y associer, alors votons tous ensemble ce soir ce vœu, et donnez-vous les moyens, Monsieur le Maire, demain dans les rencontres que vous aurez avec les différents décideurs et les différents intervenants d'être le porteur non pas seulement de votre titre de maire, mais d'être en sus le porteur d'une unanimité du Conseil municipal et du soutien de la population. C'est une force que vous pouvez acquérir ce soir en votant ce vœu. Je vous invite à le voter, à ce que nous le votions tous ensemble. Si le seul mot qui vous gêne est « *reprendre les discussions* » parce que vous estimez ne pas les avoir interrompues, mettons « *poursuivre* », et votons-le tous ensemble.

Voilà l'appel que je vous fais, Monsieur le Maire, pour que nous sortions de ce moment d'émotion qui a traversé notre ville, en nous disant nous avons rassemblé les Choisyennes et les Choisyens, et maintenant on part au combat tous ensemble pour préserver un centre public de santé municipal sur notre ville.

M. le Maire : Monsieur Hassan Aoummis.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, je salue d'abord la présence parmi nous de Madame Joubert médecin au centre municipal de santé, qui est la première concernée bien évidemment en tant que médecin. Je suis ravi d'entendre un certain nombre de choses, ce que vous avez dit. Monsieur le Maire, permettez-moi de vous dire et je n'ai pas de conseil à donner, Monsieur le Maire, peut-être votre méthode n'est pas la bonne. Vous avez parlé à juste raison d'une commission de travail qui impliquerait la Ville, le centre municipal, les syndicats, les élus d'opposition. Pourquoi ne l'avez-vous pas fait depuis le départ ? Pourquoi ne l'avez-vous pas fait depuis le départ ? Cela nous aurait épargné beaucoup de choses. Le souci que nous portons, le vœu l'exprime d'une certaine manière, il exprime juste le souci que nous portons tous vis-à-vis du service public de santé. Nous sommes inquiets, très inquiets de voir que cet acquis social important est menacé. Les discussions que vous avez eues, que vos services ont eu avec les représentants du centre municipal n'ont pas été rassurantes. Aujourd'hui, vous tenez un autre discours avec une autre tonalité et c'est tant mieux.

Nous sommes ici porteurs de ce souci de garder le centre de santé dans le giron du service public. C'est notre sentiment, notre conviction les plus profonds.

Maintenant, sur les modalités, on n'est pas des spécialistes, il faut se mettre autour d'une table et discuter. Discuter d'abord avec les premiers concernés : le personnel du centre, leurs représentants, que vous avez reçus par deux fois, me semble-t-il, récemment. C'est cela le souci que nous portons. Le vœu lui-même est l'expression de cette inquiétude. Maintenant c'est à vous, effectivement, à travers le discours que vous avez tenu, les propos que vous avez énoncés, de faire en sorte que les choses se passent au mieux dans l'idée que ce centre reste coûte que coûte municipal.

M. le Maire : Pour vous répondre plus directement... Madame Desprès. Il y avait aussi Madame Hache.

Mme Desprès : Monsieur le Maire, j'avais demandé la parole, s'il vous plaît.

M. le Maire : Je vous la donne, Madame Desprès. Je dis juste qu'après il y a Madame Hache.

Mme Desprès : Merci. Tout à fait. J'ai un tout petit problème de compréhension, Monsieur le Maire. Je suis enchantée de savoir que vous allez faire une commission de travail, mais comme je l'ai dit la dernière fois, mon incompréhension se trouve sur cette commission parce qu'avant, au précédent mandat, j'étais le maire adjoint chargé de la santé, je ne sais pas qui est le maire adjoint chargé de la santé maintenant, comme il y a beaucoup de choses qui bougent dans votre majorité, je ne sais plus qui est le maire adjoint chargé de la santé, mais en tout cas ce qui est sûr c'est que pendant ma mandature de maire adjointe, je faisais régulièrement des commissions avec la CPAM, avec la directrice du centre, avec les médecins. Comme cela, j'arrivais à réduire le déficit en sachant quel médecin était parti, quel médecin allait revenir, etc., et ce, tous les trimestres, Monsieur le Maire. Visiblement, vous n'avez pas continué ce que j'avais commencé à mettre en place. C'est pour cela que mon interrogation est quand même importante.

Bien sûr, je voudrais faire partie de cette commission, mais pourquoi vous ne l'avez pas fait, je n'ai pas de réponse par rapport à cela et, résultat, on se trouve maintenant dans une position extrêmement délicate pour la Ville et surtout pour les Choisyens.

M. le Maire : Madame Hache.

Mme Hache : Merci, Monsieur le Maire, de me donner la parole. Le vœu nous a été présenté lundi lors de la réunion des présidents de groupe, nous n'en avons pas connaissance auparavant. C'est vrai que j'ai tiqué comme vous sur un mot qui était « *mandate le maire pour reprendre les discussions* » parce que les discussions n'ont pas cessé, n'ont pas été interrompues. Du coup, j'avais proposé, mais Monsieur Guillaud-Bataille l'a proposé également, on pourrait garder le vœu, mais changer le mot « *reprendre les discussions* » par « *poursuivre les discussions* » ce qui permettrait cette idée que l'on ait acté le fait que les discussions n'ont pas été interrompues et que c'est l'entière responsabilité du Conseil municipal qui donne au maire mandat pour avoir plus de poids auprès des partenaires CPAM et autres. C'était notre position.

M. le Maire : Merci. Bien. Je vais répondre à Monsieur Aoummis, puis à Madame Desprès. Nous sommes la majorité et nous travaillons. Vous dites : pourquoi je n'ai pas fait cette proposition avant, mais sur aucun des domaines et la SADEV par exemple en est un, sur aucun de ces domaines, aucun maire, aucune majorité ne vient vous voir en vous disant : il y a tel et tel problème, qu'est-ce que l'on fait ? Autant que je démissionne.

Lorsque j'étais dans l'opposition, Madame Desprès, vous m'avez déjà invité à la maison de santé ? Vous m'avez déjà invité à une réunion ?

Mme Desprès : Je n'avais pas à le faire, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Je suis d'accord avec vous, on est d'accord. Vous n'aviez pas à le faire, je n'ai pas à le faire.

Mme Desprès : Ce n'est pas ce que je voulais dire, ce n'est pas du tout ce que je voulais dire. Vous transformez complètement mes propos.

M. le Maire : Madame, je ne vous ai pas interrompue, je continue.

Mme Desprès : Moi, je me permets de vous interrompre.

M. le Maire : Bien sûr, vous vous permettez tout, je le sais bien. Pourquoi je vous fais cette proposition maintenant, alors que nous travaillons d'arrache-pied comme sur plein d'autres sujets ? Parce que la messe n'était pas dite, nous travaillons. Nous travaillons actuellement dans d'autres projets dont vous n'avez pas connaissance et qui seront présentés lorsqu'il y aura lieu qu'ils soient présentés. Maintenant, je vous fais cette proposition.

Monsieur Aoummis, vous ne voulez pas que l'on parle de votre vidéo. Je voudrais simplement rappeler ici ce que vous avez dit à la population. Votre première vidéo, on peut la montrer, vous avez dit : « *le maire a décidé de fermer le centre de santé* ». Vous en avez fait une deuxième en mangeant votre chapeau lorsque vous avez constaté que c'était la CPAM qui se retirait.

Vous avez commencé une deuxième vidéo en disant : « *sous prétexte que la CPAM se retire, le maire va privatiser la maison de santé* », alors que j'avais écrit une lettre à la CPAM qui disait tout le contraire, que nous voulions reprendre en régie, ce que nous avons proposé aux médecins. Nous leur avons dit : « *il y a diverses solutions, nous explorons toutes les solutions* ». J'aurais pu en rester là, mais face à, j'appelle cela des mensonges, face à ces

manipulations, face à cette manifestation où des gens extérieurs à la Ville qui ne connaissent rien au dossier, sous prétexte d'apporter leur soutien viennent hurler sous les fenêtres de la mairie.

Puisque je suis accusé de tous les maux, cette démarche prouve que je n'ai pas menti, que ma direction n'a pas menti. Voilà pourquoi je le propose maintenant. Uniquement parce que les quelques personnes, on n'en parle pas dans la rue, j'ai quatre personnes qui m'en ont parlé, rien que ces quatre personnes, je veux qu'ils sachent la vérité.

Ce que vous dites, Madame Desprès, que soi-disant vous faisiez ceci et vous faisiez cela...

Mme Desprès : Ce n'est pas soi-disant, je faisais.

M. le Maire : Que vous faisiez, si vous voulez. Moi, je dis soi-disant parce qu'il y a un résultat. Ma DGA derrière, mon responsable santé qui est plébiscité par tout le monde, par tous les organismes ainsi que par Madame Sophie Mine n'a eu de cesse depuis trois ans d'alerter la CPAM sur la dégringolade qui a commencé lorsque vous étiez aux affaires de la maison de santé. Si vous aviez si bien travaillé, Madame, la maison de santé devrait être développée et c'est pour cela qu'elle est en déficit, parce qu'elle n'a pas été développée. Il était de votre responsabilité d'amener de nouveaux médecins et pas de compter ceux qui partaient. Il était de votre responsabilité. Vous dites... faites des grands gestes, mais c'est factuel, vous venez de le dire, c'est vous qui étiez en face de cela, et les mauvais chiffres sont lorsque vous étiez là. Les chiffres de la maison de santé c'est qu'aujourd'hui il y a 50 % de moins de fréquentation. Pourquoi ?

Ensuite, n'oublions pas ce qui est fondamental, pourquoi cette maison de santé a été créée, c'est pour que les plus nécessiteux de notre ville puissent se soigner et avoir le tiers payant. Or, savez-vous que ceux qui fréquentent la maison de santé et qui représentent le tiers payant s'élèvent uniquement à 15 % des personnes qui y vont. 15 % seulement. J'ai rencontré des personnes, notamment, qui y vont pour le mammographe qu'a acheté la Ville et qui ne relèvent pas du tiers payant. Notre combat, notre responsabilité est d'assurer que ces personnes dans la ville puissent continuer à bénéficier du tiers payant. C'est la seule chose qui compte, c'est le rôle des élus d'assurer cela, peu importe la forme de la maison de santé.

Je vous l'ai dit, le plus simple c'est que les médecins restent, éventuellement qu'ils soient salariés, c'est le plus simple. Nous nous battons sur cette piste, mais si cela n'aboutit pas il faudra bien que les personnes pas trop argentées puissent bénéficier du tiers payant, et là je suis prêt à toutes les solutions pour que les Choisyennes et les Choisyens continuent à en bénéficier.

Je ne me bats pas pour une idéologie, je me bats pour l'intérêt supérieur des Choisyennes et des Choisyens, pour qu'ils soient soignés dans les meilleures conditions, peu importe par qui. C'est quoi cette guerre entre salariés et libéraux ? Qui d'entre vous ne va pas chez les libéraux ? J'aimerais le savoir. C'est quoi cette guerre entre l'ARS et le Conseil de l'ordre qui interdit de s'épauler entre salariés et libéraux ? Cela aussi, nous avons envisagé cette piste, puisque nous avons des médecins qui aujourd'hui veulent intégrer la maison de santé, mais qui veulent rester libéraux, et d'autres veulent rester salariés, alors qu'il serait tellement plus simple de s'entraider dans l'intérêt du patient. Vous voyez comment cela est compliqué.

Voilà pourquoi je vous en parle aujourd'hui. Je vous en parle aujourd'hui parce que ce qui n'aurait pas dû être mis sur la place publique tant que l'on n'avait pas trouvé de solution et c'est la meilleure façon de travailler dans le calme et pas dans l'agitation, nous avons l'obligation de rétablir la vérité. C'est ce que je fais ce soir.

La Ville n'a strictement rien à voir, vous l'avez dit, qui pouvait prévoir en 2020 que nous aurions à affronter une telle situation. Les pistes de salarier les médecins, nous travaillons dessus et si cela n'aboutit pas, que faire ? C'est en cela que je vous associe sans aucun problème et tout sera dit. Nous allons continuer ainsi, je suis certain qu'il y a une solution possible de sortie. Nous la trouverons de toute façon. Mais ce qui est primordial et ce qui nous différencie c'est que nous, nous ne nous battons pas pour des statuts, nous nous battons pour les Choisyennes et les Choisyens. On se bat pour que les Choisyennes et les Choisyens qui l'ont continué à bénéficier du tiers payant. C'est tout ce qui intéresse les Choisyennes et les Choisyens, et vous ne me ferez jamais avaler le contraire.

Cela ne veut pas dire que nous allons chercher à rester dans la configuration actuelle de la maison de santé si cela est possible. Il faut aussi le bon vouloir de ceux qui y travaillent actuellement, il faut que chacune et chacun prenne ses responsabilités et nous y travaillons. Cela fait depuis que nous sommes en responsabilité que nous alertons la CPAM sur les déficits, sur le manque de médecins, sur ceux qui s'en vont, et ils ne bougeaient pas, ils ne faisaient rien. Voilà la vérité, pourquoi aussi ce déficit s'est agrandi.

Nous avons vu le Conseil de l'ordre. Savez-vous ce qu'a répondu le Conseil de l'ordre ? On peut retourner les voir ensemble. Ils ne comprennent pas une chose, ils nous disent : une maison de santé, qu'elle soit en déficit, c'est à peu près le cas partout. Ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que le nombre de visites, normalement les visites des patients doivent couvrir le salaire des médecins, et à Choisy-le-Roi ce n'est pas le cas. C'est le Conseil de l'ordre qui s'interroge là-dessus. Je n'ai pas la réponse. Ils s'interrogent : dans les autres maisons de santé, la patientèle couvre le salaire des médecins, pas à Choisy. Je n'incrimine pas du tout les médecins, mais il faut savoir pourquoi. Le Conseil de l'ordre, je pense qu'ils savent de quoi ils parlent. On peut retourner les voir.

Pour revenir au vœu, Monsieur Guillaud-Bataille, sachez, je ne vous l'apprends pas, que le Conseil municipal est une chambre d'enregistrement. Tout ce qui se dit est enregistré. Il me suffit que vous me demandiez de représenter, ce qui est le cas de toute façon, auprès de la CPAM et des organismes, le Conseil municipal, mais quand je leur parle, c'est au nom du Conseil municipal de toute façon. C'est en cela que ce n'est pas un vœu. Il suffit de dire que vous me mandatez pour pousser la CPAM à revenir sur sa décision, vous pouvez me mandater pour demander à l'Ugecam de nous faire une convention en bonne et due forme et cela est très bien. Il suffit de le dire au Conseil municipal, il suffit d'acter au Conseil municipal cette commission de travail et que vous y participiez. C'est enregistré, les Choisyennes et les Choisyens peuvent le lire, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, je vais essayer de ne pas répondre à un certain nombre de choses que vous avez dites et qui nous lanceraient dans le débat, parce que nous avons des appréciations différentes, elles ne sont pas idéologiques, Monsieur le Maire, contrairement à ce que vous prétendez. Elles sont de nature, du fait que, oui, dans ce pays, nous avons besoin d'un secteur libéral et d'un secteur public de la santé. C'est comme cela que nous avons construit un des systèmes de santé les plus performants au monde après 45. Or, les maisons de santé et les CMS sont deux choses de nature différente. Les maisons de santé il y en a et c'est très bien, il y a celle des Gondoles que nous avons attendue fort longtemps qui s'est enfin ouverte, qui apporte effectivement des réponses à des tas de gens qui trouvent un médecin traitant libéral et qui peuvent faire ce choix-là. Et puis, il y a les centres de santé qui sont autre chose, mais qui ne sont pas non plus, qui ne sont plus, les dispensaires pour les nécessiteux. C'est une autre option de médecine. C'est parce qu'il y a des publics différents qui y vont que l'on peut un peu amoindrir les déficits.

Je vous l'ai dit, vous voyez, je manque malheureusement à ma parole, je ne veux pas que l'on rentre dans ce débat-là. De la même manière, je suis déçu, Monsieur le Maire, que vous

ayez poussé le débat jusqu'à dire que si jamais cela ne marche pas, il faudra passer au privé. C'est ce que vous avez dit peu ou prou. Pourquoi n'est-il pas possible, Monsieur le Maire, juste de nous arrêter à cet instant T sur le fait que nous sommes tous d'accord que la situation et l'option souhaitable, c'est le maintien d'un centre municipal de santé de nature publique géré par la Ville, la CPAM, etc. Est-ce que l'on ne peut pas s'arrêter là pour ce soir ?

M. le Maire : Bien sûr.

M. Guillaud-Bataille : Si à la fin l'on constate qu'il y a un désaccord, soit parce que c'est un désaccord financier sur les déficits acceptables ou pas, etc., à ce moment-là on ouvrira le débat public tous ensemble, sereinement, à partir de nos options. Si nous sommes d'accord ce soir sur l'option la plus souhaitable qui est de se battre pour ce centre municipal de santé continue, restons-en là.

Dernier point, la commission pourrait y travailler ensemble, y compris pour qu'il n'y ait pas de procès d'intention ou d'interprétation biaisée, y compris d'ailleurs en associant les salariés du centre et leurs représentants au sein de la commission.

Je finis sur votre idée que le Conseil municipal est enregistré, il suffit qu'on vous dise de le faire. Non, Monsieur le Maire, ce n'est pas comme cela malheureusement que marchent les institutions. Il ne suffit pas que le maire dise : j'ai eu le soutien de. Non. Le fait que le Conseil municipal adopte un écrit collectivement, unanimement, que c'est un acte du Conseil municipal, cela change tout dans le rapport de force. Ce ne sont pas juste des on-dit, c'est le Conseil municipal dans sa diversité, avec ses oppositions, qui dit unanimement : *« on y va et le maire est porteur de notre volonté commune, avec en plus la commission »*.

Vraiment, Monsieur le Maire, votons ce vœu, votons-le tous ensemble avec la modification que j'ai faite, et nous aurons, vous aurez la force collective de Choisy-le-Roi à vos côtés de manière plus affirmée que le fait que vous soyez dépositaire du mandat qui est le vôtre et qui vous donne déjà, évidemment, toute légitimité sur plein d'objets. Mais sur cet objet-là, donnez-vous de la force, prenez la force que nous voulons vous donner, et donnons-nous tous ensemble de la force.

M. le Maire : Je réponds tout de suite, il suffit de faire un vœu avec quatre lignes :

« - le Conseil municipal demande au maire de poursuivre les conversations avec la Caisse primaire d'assurance maladie.

- Le Conseil municipal demande au maire d'ouvrir des négociations avec l'Ugecam, parce que, pour l'instant, nous n'avons pas pu les mettre autour de la table.

- Le Conseil municipal donne mandat au maire de tout faire pour garder le centre municipal de santé.

- Le Conseil municipal demande au maire de fournir les chiffres, bien sûr, et les résultats de ces réunions ».

C'est exactement ce que vous venez de dire et cela peut être voté, d'ailleurs un vœu est fait comme cela. Ce n'est pas tout un patchwork où tout le monde se perd. Il y a le principal là-dedans, et l'on peut y ajouter : *« le maire s'engage à créer une commission de travail où sont associés les représentants de l'opposition, les représentants de la majorité, la Ville, l'association Octav, les professionnels de santé, des représentants des salariés »*. J'y suis tout à fait ouvert. C'est clair, c'est simple, c'est précis, cela peut être voté.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, on est en Conseil municipal, on n'est pas dans une discussion de coin de table. Il y a un vœu écrit qui a été proposé, il est clair.

M. le Maire : Non.

M. Guillaud-Bataille : Si, il est clair.

M. le Maire : Pour moi, non.

M. Guillaud-Bataille : Vous nous dites que vous le partagez, donc est-ce que vous le soumettez au vote ?

M. le Maire : Non, Monsieur, pas dans l'état, je suis désolé. Je l'ai dit à Madame, et ce que je viens de vous dire c'est tout à fait le sens d'un vœu. Ça, ce sont des questions posées au maire ou des demandes faites au maire que je fais, et ne vous en déplaise, bien sûr que le Conseil municipal a valeur auprès du public puisqu'il est retranscrit par écrit. Il est public et ce qui est dit, chaque Choisyenne et Choisyen peut le lire.

Donc le vœu, avec ces quatre points que vous souhaitez, j'y suis d'accord, c'est très simple et c'est très clair. Je ne vois pas pourquoi compliquer les choses. Maintenant, je ne peux pas aller en permanence vers la population, on a quand même beaucoup de travail, lorsqu'il y a des résultats, on en fera part à la population. Comme je vous l'ai dit, je suis désolé, je suis quand même constamment du matin au soir dans Choisy-le-Roi, il peut y avoir ici et là des vidéos, des commentaires qui tournent, je connais ma population, ils m'arrêtent à tous les coins de rue.

M. Guillaud-Bataille : intervention hors micro

M. le Maire : Mais Monsieur Guillaud-Bataille, je la connais peut-être plus que vous, habitant cette ville depuis 65 ans. Vous voulez vous donner une image.

Interventions hors micro

M. le Maire : Oui, chère Madame, vous êtes depuis quatre ans dans ma ville.

Interventions hors micro

M. le Maire : Ce n'est pas moi qui fais ce procès d'intention. Je connais ma population, ne vous en déplaise, je la connais parfaitement. Je l'aime et je ne m'en sers pas.

Interventions hors micro

M. le Maire : Cher Monsieur, chère Madame, vous nous présentez un vœu qui est réaliste, qui mandate le maire, sur les quatre points que je vous ai dits il sera voté. Ce vœu tel qu'il est là ne peut pas être voté parce que ce n'est pas un vœu. Point.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, ce que vous dites, ce que vous venez de dire est faux.

M. le Maire : Eh bien, c'est faux.

M. Guillaud-Bataille : Je vais vous dire les choses, Monsieur le Maire, c'est qu'en fait vous nous avez fait une grande déclaration au début en lisant vous-même notre vœu au lieu de nous demander de le faire, ce qui est l'usage habituellement.

M. le Maire : Parce qu'il n'était pas sur la table.

M. Guillaud-Bataille : Il n'était pas sur les tables parce que vous avez décidé de ne pas l'imprimer, c'est pour cela qu'on en a imprimé quelques-uns.

M. le Maire : J'ai demandé à Madame Fourniaud et elle ne l'a pas fait.

M. Guillaud-Bataille : La réalité, Monsieur le Maire, c'est qu'en fait ce qui vous gêne, c'est de prendre des engagements devant votre population. Ce qui vous gêne c'est de regarder droit dans les yeux les citoyens et les citoyennes et de dire les choses. D'ailleurs, chacun sait ici que vous avez mis fin à la retransmission des conseils municipaux pour les Choisyennes et les Choisyens, histoire que personne ne puisse regarder ce que vous dites. Je pense que ceux qui n'étaient pas venus jusqu'ici et qui ont assisté aux débats ont vu le delta qu'il y avait entre ce que vous dites et un certain nombre de réalités.

Ensuite, Monsieur le Maire, ce soir pour ne pas faire d'incident, vous décidez de dire : on va quand même discuter de votre vœu, et au final vous nous dites : mais nous ne le soumettrons pas au vote. Qu'est-ce que c'est que ce cirque ? des groupes d'opposition, soit vous nous dites je refuse que l'on débattenne de cela,

Brouhaha

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille, nous avons compris.

M. Guillaud-Bataille : Si vous n'êtes pas capable de soumettre au vote, cela veut dire qu'en réalité tout votre discours était du blabla et que vous continuez d'envisager, au final, la disparition pure et simple de ce CMS. Vous ne voulez pas vous engager sur un texte,

M. le Maire : Vous avez raison, Monsieur Guillaud-Bataille, continuez comme cela. Maintenant, je suis désolé, j'ai présenté en tant que conseiller municipal des vœux qui n'ont pas été lus ici par mes prédécesseurs qui m'ont à chaque fois reproché que ce n'était pas dans les formes, que ce n'était pas ceci. Jamais je n'ai pu faire voter un vœu en tant que conseiller de l'opposition. Vous pouvez consulter, je vous ai dit que c'était une chambre d'enregistrement ici, tout ce qui s'est passé dans les années précédentes.

Si j'ai lu votre vœu, c'est parce que je suis respectueux de la transparence, et c'est pour cela que je l'ai lu. J'ai bien informé Madame Fourniaud que, dans l'état, il ne pouvait pas... d'abord, il était hors délai, donc je n'ai pas pu en parler avec toute ma majorité. Il était hors délai, mais j'accepte quand même d'en discuter.

Deux, il est mal rédigé et j'ai demandé à Madame Fourniaud de changer et qu'il sera voté s'il change. Elle ne l'a pas fait. Elle ne l'a pas fait, je suis désolé. Lorsque l'on reçoit les présidents des groupes pour discuter, cela sert à ça, Monsieur Guillaud-Bataille. C'est vous qui avez choisi de ne pas le modifier, et je regarde droit dans les yeux n'importe quelle Choisyenne et n'importe quel Choisyen, et vous le premier. Vous le premier. Je passe partout la tête haute dans Choisy, je n'ai rien à me reprocher, je suis en transparence au service de mes concitoyens.

Je recevrai de nouveau les médecins et les administratifs, ils choisiront ce qu'ils veulent faire, ils choisiront, ils écouteront qui ils voudront, vous ils peuvent vous écouter, Monsieur Hassan Aoummis ils peuvent l'écouter, ils ont le choix.

Moi je sais avec mon équipe ce que nous faisons, nous travaillons pour sauvegarder le centre municipal de santé dans la situation qui est la sienne aujourd'hui. De nombreuses villes ont dû modifier à cause des changements qui sont mis, mais la priorité des priorités, ce

qui intéresse les Choisyennes et les Choisyens, c'est de conserver le tiers payant et qu'ils soient assurés d'être soignés. Cela, je leur garantis. Je leur garantis. Il y a différentes solutions. Jamais à Choisy-le-Roi quelqu'un qui avait le tiers payant n'en sera privé. Jamais. C'est droit dans les yeux que je vous le dis.

Dès la fin de ce Conseil, je vais demander à ma DGA de rencontrer de nouveau les médecins et le personnel administratif pour voir quelles avancées nous avons, pour voir comment nous pouvons avancer ensemble parce que notre détermination, notre volonté reste celle-ci : maintenir le centre municipal de santé dans les conditions qui existent maintenant avec les médecins si nous pouvons les salarier, s'ils l'acceptent c'est ce que nous ferons, c'est la piste première.

Monsieur Aoummis. Excusez-moi, Madame Fourniaud avait demandé la parole.

Mme Fourniaud : Finalement, on ne vote pas, c'est cela votre décision ? On ne va pas voter sur ce texte ?

M. le Maire : Je vous l'ai dit lundi.

Mme Fourniaud : Je peux finir, s'il vous plaît ?

M. le Maire : Vous me posez une question. Je vous ai dit dès lundi qu'il ne serait pas voté dans l'état. Je vous l'ai dit, vous ne l'avez pas fait.

Mme Fourniaud : Donc, vous avez lu le vœu, et on ne le vote pas ? D'accord. Pour notre groupe, nous allons quitter la salle, ce n'est pas la peine que nous restions et je pense que nous saisisons le préfet sur cette position qui nous paraît des plus bizarres.

M. le Maire : Chère Madame, vous allez pouvoir continuer à divulguer vos fausses informations. Je pense que les médecins, j'espère que les médecins et le personnel administratif qui sont dans la salle ont compris ce que j'ai dit, que nous maintenons notre volonté, contrairement à ce qui a été affirmé depuis deux mois, de garder le centre municipal de santé. Nous discuterons avec eux. Voilà votre sens de la démocratie Madame. Bonne soirée, Madame.

21 h 52 une partie de l'opposition quitte la salle

Mme Fourniaud : Ce sera consigné au procès-verbal ?

M. le Maire : Tout est consigné, c'est une chambre d'enregistrement ici, tout est consigné, tout est écrit, ce que vous dites, ce que vous faites, que vous mettez votre pull et tout. Tout sera écrit. Quelle mauvaise foi.

Je vais continuer avec ceux qui restent. On m'a présenté, c'était un peu... un autre vœu... Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Je ne quitte pas la salle, je suis encore là.

M. le Maire : Très bien.

M. Aoummis : Il faut que l'on arrive à des solutions, quand même. Je ne vais pas me permettre de parler au nom du personnel du centre, le médecin est là, il y a d'autres personnes évidemment qui sont derrière le médecin. Les gens, c'est leur vie, c'est leur métier, c'est leur travail, c'est leur passion. Vous avez annoncé de manière ferme l'idée de créer une commission.

M. le Maire : J'y tiens absolument.

M. Aoummis : Vous avez annoncé un certain nombre d'éléments qui semblent aller dans le bon sens,

M. le Maire : Factuels, disons.

M. Aoummis : Intangibilité du service public, c'est ce que vous avez dit.

M. le Maire : Bien sûr, si vous voulez.

M. Aoummis : Ce que je vous propose, Monsieur le Maire, ce vœu, vous ne l'avez pas écrit, vous n'y avez pas participé, c'est un fait. Ce que je propose, c'est que vous créiez d'abord cette commission et c'est cette commission qui aura en charge la rédaction d'un vœu qui serait consensuel. C'est la proposition que je fais. Dans cette commission, bien évidemment il y a les agents du centre, c'est important, il y a les syndicats, c'est aussi important, on ne peut pas se permettre de se prononcer à leur place. Donc, une commission et un vœu qui serait consensuel et dans lequel les éléments que vous avez annoncés et qui semblent rassurants dans un sens... voilà.

M. le Maire : Nous allons constituer cette commission. Je pense qu'elle ferait bien de se mettre tout de suite au travail. Franchement, comme je vous l'ai dit, on l'envoie à qui le vœu ? Les vœux tapissent les murs des préfectures, sont au fond des tiroirs. Un vœu est dirigé à quelqu'un. Là, je vais le diriger à qui ? Je vais l'envoyer à qui ? Si nous écrivons, si la municipalité de Choisy-le-Roi demande à la Caisse d'assurance maladie de revenir sur sa décision, on leur envoie. Si l'on écrit que nous demandons à l'Ugecam de nous faire une convention en bonne et due forme chiffrée, on leur envoie. Là, ce vœu, je l'envoie à qui ? Je me l'envoie à moi-même ? C'est en cela que je vous ai dit que ce sont des demandes qui sont faites au maire et que j'accepte de toute façon.

De toute façon, je retiens ce que vous dites : la priorité, créons cette commission de travail, venez y participer, on avisera de tout cela.

On va passer, j'avais la demande d'un vœu délicat.

Mme Hache : Monsieur le Maire, si cela ne vous embête pas, du fait du départ de l'opposition, on vous propose de ne pas mettre ce vœu à l'ordre du jour aujourd'hui.

M. le Maire : On en reparle.

Mme Hache : On en reparle.

M. le Maire : Très bien. Merci, Bénédicte. Oui, il vaut mieux que tout le monde soit présent, c'est très sensible, il y a des sensibilités. Nous en parlerons peut-être même en dehors du Conseil, peut-être même sous une autre forme. Très bien.

Le Conseil se termine, merci de votre présence. J'espère vraiment que l'on pourra tous coopérer. Merci.

La séance est levée à 21 h 58.